

Macalester College

DigitalCommons@Macalester College

French Honors Projects

French and Francophone Studies Department

Spring 5-1-2020

Les Gilets Jaunes et L'Inégalité Économique en France

Earl Chase

Macalester College, echase3@gmail.com

Follow this and additional works at: https://digitalcommons.macalester.edu/french_honors



Part of the [Economics Commons](#), and the [French and Francophone Language and Literature Commons](#)

Recommended Citation

Chase, Earl, "Les Gilets Jaunes et L'Inégalité Économique en France" (2020). *French Honors Projects*. 9. https://digitalcommons.macalester.edu/french_honors/9

This Honors Project is brought to you for free and open access by the French and Francophone Studies Department at DigitalCommons@Macalester College. It has been accepted for inclusion in French Honors Projects by an authorized administrator of DigitalCommons@Macalester College. For more information, please contact scholarpub@macalester.edu.

Les Gilets Jaunes et L'Inégalité Économique en France

Earl Chase

Project Advisor: Joëlle Vitiello

Special thanks to Martine Sauret

Honors Project in the French and Francophone Studies Department

Les Gilets Jaunes et L'Inégalité Économique en France¹

Abstract	4
Pourquoi	4
Introduction	5
Les Gilets Jaunes	6
Qui sont les Gilets Jaunes	6
Le diesel en France	9
Pour ou contre la taxe sur le diesel	11
Le mouvement continue	13
Le travail en France	
Les 35 heures	15
Les cotisations sociales	17
La Crise de la dette dans la zone euro	19
Le mandat de Nicolas Sarkozy	21
Le mandat de François Hollande	24
Conclusion de la Crise de la dette dans la zone euro :	27
Emmanuel Macron	29
La réforme du code du travail	30
La suppression de l'ISF	32
Les mérites de l'ISF	33
La réforme des retraites	35
L'inégalité économique	42
Définition	42
L'Indice de Gini	42
Les Trente Glorieuses: 1950 à 1980	45
Après les Trente Glorieuses: 1980 à Aujourd'hui	47
Globalisation	48
Implications	50
Quelques Solutions Envisageables:	54
L'impôt progressif sur le patrimoine	55
Les Dépenses publiques	56
Conclusion	58
Addenda	59

¹ Cet analyse était écrit en 2019 et révisé en Avril 2020

Bibliographie	62
Livres	62
Revue	62
Gouvernement	63
Articles de Journaux	64
Sites Web	66
Divers	67

Abstract

Dans cette analyse, on discutera des contextes politiques et socio-économiques qui expliquent le mouvement du Gilets Jaunes. On étudiera en particulier la culture du travail en France ainsi que la crise de la dette publique. Après, on fera une évaluation économique des mandats de Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron. En utilisant notre savoir sur la situation, on va explorer ce que le mouvement révèle : l'inégalité économique. On terminera notre analyse en étudiant les implications de l'inégalité économique avant de proposer quelques envisageables solutions.

Pourquoi

L'inégalité économique me permet d'incorporer mes deux spécialisations, l'économie et le français. J'ai été inspiré à choisir ce sujet parce que l'inégalité économique est bien pire aux États-Unis qu'en France, mais on ne voit pas de manifestations. On verra que les mécanismes qui ont mené à l'inégalité économique en France sont différents de ceux des États-Unis, mais les résultats et les implications sont les mêmes. Ce qui m'intéresse est comment on résout les problèmes auxquels on est tous confrontés.

Introduction

Nous vivons tous dans une période de grande incertitude économique, politique et sociale. Nulle part ceci est plus évident que la France. La France est à une jonction critique de son histoire, le résultat de plus de quarante ans d'inaction, d'indécision et une concentration constante sur des solutions temporaires qui ignorent les vrais problèmes de l'État français. Le chemin que la France décide de suivre d'ici a des implications importantes sur le plan économique, social et politique.

Les Gilets Jaunes sont loin de la première réaction à cela. Mais, les questions spécifiques que le mouvement révèle sont importantes pour comprendre l'avenir de la France. Un mouvement qui a commencé en réponse à la hausse de taxe sur le diesel s'est transformé en mouvement politique, économique et social, révélant des colères qui ne vont pas dissiper tout de suite.

En commençant par une analyse des Gilets Jaunes, nous examinerons la France sur le plan économique, politique et social. Notre analyse portera sur les problèmes des dix dernières années, en particulier les mandats de Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron, qui nous mènera au cœur de notre argument: l'inégalité économique. L'inégalité économique, qui n'a pas cessé de croître dans les quarante dernières années, est à la base de tous les problèmes de la France. Enfin, on regardera quelques solutions envisageables pour ce problème croissant.

Les Gilets Jaunes

Qui sont les Gilets Jaunes

Les Gilets Jaunes se placent dans une tradition de populisme qui date de la révolution française en 1789. Mais le populisme moderne en France suit la tradition de Pierre Poujade et du poujadisme. Le mouvement de Pierre Poujade a commencé en 1953 et il a duré jusqu'en 1958. Les Poujadistes ont demandé des taxes plus basses pour les commerçants et les artisans et ils ont même participé à des élections. Derrière eux, ils ont eu le pouvoir du syndicat, l'Union de défense des commerçants et des artisans.

On peut classer le mouvement des Gilets Jaunes comme un mouvement populiste puisque leur but principal est de réduire les taxes. Mais il y a beaucoup de facteurs en jeu qui complique une comparaison entre les Gilets Jaunes et les Poujadiste. Les Gilets Jaunes sont la preuve de l'élargissement de la fracture urbaine/rurale: « In further evidence of the key role of the car in precipitating the gilets jaunes crisis, those living in urban housing projects and city centers remained largely on the sidelines of the protests, as the issue barely affected them »². Certaines zones rurales, qui avaient déjà une faible densité de population, sont face au dépeuplement ces dernières années. Le dépeuplement a entraîné la disparition des services publics et privés dans ces zones rurales:

² Le Bras , Hervé. "Cars, Gilets Jaunes, and the Rassemblement National." *Études*, Apr. 2019, p.6.

The gilets jaunes were most numerous inside a belt running from Ardennes to the south of Cantal, characterized by a low and dropping population density. Other focal points were departments bordering the Alps and Pyrenees and central Brittany, which are also feeling the brunt of population loss³.

Le mouvement, comme tous les mouvements de cette époque, a commencé avec une page Facebook qui s'appelle « La France en Colère ». C'est avec ces pages Facebook que le mouvement a commencé à se mobiliser et s'organiser. Ici, on arrive à la différence suivante entre le poujadiste et les gilets jaunes : les gilets jaunes n'ont pas de chef, mais ils se mobilisent quand même, alors on doit reconnaître le pouvoir de Facebook.

Le mouvement des Gilets Jaunes est très similaire à ce qu'on appelle la *Nuit Debout* de 2016. Comme les Gilets Jaunes, Facebook était utilisé pour organiser les manifestations et il n'y avait aucun chef du mouvement. La *Nuit Debout* était une réaction à La Loi El Khomri, une réforme du code de travail. La loi El Khomri n'était pas populaire, elle était vue comme une attaque contre les droits des ouvriers et une tentative d'affaiblir les syndicats. En fait, c'était une grande réforme avec le but de moderniser le code du travail et réduire le chômage. La loi a introduit le droit à la déconnexion⁴, la légalisation d'Uber et a rendu obligatoire pour tous les établissements d'éducation secondaire de publier le taux d'insertion par diplôme. Mais la loi a aussi réduit le pouvoir des syndicats de négocier avec des entreprises et rendre le licenciement plus facile pour les entreprises. Durant les manifestations de la *Nuit Debout*, les gens ont questionné les droits des ouvriers et le rôle des syndicats mais aussi le système de

³ Le Bras, Hervé. "Cars, Gilets Jaunes, and the Rassemblement National." p.3.

⁴ Le droit de n'est pas être contacté par votre employeur dehors les horaires de travail.

démocratie participative. La plupart du pays était contre la loi, mais le gouvernement n'a jamais laissé de temps de discuter et de faire des compromis. Le gouvernement a décidé d'invoquer l'article 49.3 de la constitution française: « Le Premier ministre peut, après délibération du Conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un projet de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale »⁵. En bref, avec l'article 49.3, le gouvernement a adopté en loi la réforme du code de travail sans la délibération de l'Assemblée nationale. La *Nuit Debout* n'a duré que deux mois, mais les sentiments du mouvement sont partagés par les Gilets Jaunes.

Sur le site web de « France en Colère », les gilets jaunes posent la question « Êtes-vous pour que la voix du citoyen soit enfin entendue ? »⁶. Avec cette question, les gilets jaunes prétendent représenter le citoyen actuel. C'est une question qu'on attendrait d'un mouvement populiste, mais je pense que de plus en plus, les gens dans tous les pays ont ce sentiment. Qu'est-ce qu'un citoyen voudrait avoir ? À leur avis c'est de « retrouver du pouvoir d'achat, de la justice fiscale, de la justice sociale, une consommation saine, une vraie transition écologique et un système de démocratie participative »⁷. Ils veulent donner une voix aux citoyens qui ont peur du déclassement, peur d'un avenir avec moins de mobilité et des changements d'habitudes de consommation à tous les niveaux. Ces citoyens remettent en question comment l'argent est taxé et redistribué en

⁵ Le Gouvernement. "L'article 49.3 : Comment Ça Marche?" Gouvernement.fr, 2016.

⁶ Questions Fréquemment Posées," Le Site Officiel Des Gilets Jaunes De La France En Colère.

⁷Ibid.

France et pourquoi ils ont perdu du pouvoir d'achat ces dernières années. Mais est-ce que Les Gilets Jaunes ont raison ?

Le diesel en France

Il faut commencer avec l'impôt qui a commencé le mouvement des gilets jaunes, c'est à dire une hausse de taxe sur le diesel. L'essence et le diesel sont taxés deux fois, en premier avec la TVA, la taxe sur la valeur ajoutée. On va revenir à la TVA plus tard, mais pour maintenant, la TVA est appliquée à tous les produits de consommation. L'essence et le diesel sont taxés une deuxième fois avec le TICPE, la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques. Alors, Macron a proposé une hausse de TICPE de diesel de 23 centimes par litre entre 2019 et 2022. Le prix du diesel et de l'essence est un des plus élevés en Europe, 1.432 par litre pour le diesel (troisième en Europe) et 1.440 pour l'essence (cinquième en Europe)⁸. Le diesel est l'essence la plus utilisée en France, et on va regarder l'histoire pour en connaître les raisons, mais on peut dire que pendant longtemps en France le diesel était d'habitude moins cher que l'essence, alors maintenant on peut voir que la plupart de voitures ne prenaient que le diesel.

Le diesel a une longue histoire en France, mais pour des raisons écologiques et économiques, les voitures diesels sont devenues de moins en moins populaires. En 2011, 70% des nouvelles voitures prenaient le diesel, alors

⁸"Current Fuel Prices in Europe," Fuel Prices Europe List, <http://www.fuel-prices-europe.info/chart-europe.php>.

que c'était 36% à la fin de 2018⁹. Les voitures diesels sont devenues populaires dans les années après le choc pétrolier de 1979. Le choc a commencé avec la révolution iranienne de 1979, l'offre globale de pétrole a ainsi diminué de 4%. En vérité c'était la peur et la mémoire du premier choc qui a fait augmenter le prix du pétrole. Le choc de 1979 était précédé par le choc de 1973 quand l'OPEP a déclaré un embargo. Le choc de 1979 n'aurait pas eu le même effet sans le choc de 1979, mais la situation était encore incertaine au Moyen Orient, avec la révolution mais aussi la possibilité d'autres guerres. Il y avait une peur que des chocs de pétroles deviennent normaux; les chocs ont montré aussi comment les économies du monde étaient en train de devenir de plus en plus liées. Les prix du pétrole ne sont revenus à leur niveau d'avant le choc jusqu'en 1985.

La France a décidé qu'elle n'aimait pas l'incertitude de l'économie mondiale et l'État a vu le diesel comme une façon de se protéger si d'autres chocs se produisaient dans le futur. En plus, le diesel était perçu comme une façon de soutenir les constructeurs de voitures françaises. Avec le recul, on peut comprendre facilement le manque de vision de l'État français. Un choc comparable à 1979 ou 1973 n'est jamais arrivé. Avec la technologie et les nouvelles découvertes, le prix du pétrole a baissé ces vingt dernières années.

Après le choc, l'État a encouragé des constructeurs à investir dans le développement des voitures diesel et toute la technologie autour du diesel avec des avantages fiscaux. Les avantages fiscaux étaient aussi utilisés pour

⁹ Feitz, Anne. "En France, Les Véhicules Diesel N'Ont Plus La Cote." Les Echos, 2018.

encourager des entreprises à utiliser le diesel. Pendant un bon moment, le diesel était le choix de la France, mais comme on vient d'en discuter, les consommateurs ont commencé à changer leurs goûts les dix dernières années.

Pour ou contre la taxe sur le diesel

L'État français veut commencer à réduire la consommation de diesel pendant les prochaines années pour réduire la pollution et aussi faciliter la transition avec les voitures électriques et l'essence. Alors la hausse de taxe de diesel douloureuse pour beaucoup de personnes: ce n'est pas évident pour tout le monde de changer de voitures même avec les primes des producteurs de voiture et de l'État, alors beaucoup de personnes vont voir leurs dépenses mensuelles augmenter. Une taxe d'accise comme la taxe sur le diesel est régressive et la taxe pèse plus qu'on n'a pas beaucoup de revenus. On peut dire que le pouvoir d'achat pour une grande partie de la population va souffrir. C'est encore pire si on a besoin de sa voiture pour son travail ou si on vit dans un endroit où il n'y a pas beaucoup de transport public.

La situation avec la hausse de taxe sur le diesel n'est pas claire. Même si Macron ne le dit pas, on pense considérer cette annulation comme temporaire. Pour réduire la pollution et adhérer à l'Accord de Paris sur le climat, la taxe sur le diesel doit continuer à augmenter. Macron a même dit qu'il continuerait à regarder le prix de l'essence et du diesel. Les habitudes de consommation doivent changer mais le changement ne doit pas être si douloureux. Le contexte

est un problème, comme je le disais avec le relèvement de l'ISF et la réputation « pro-business » de Macron, c'est peut-être trop tard pour lui. La hausse de la taxe sur le diesel en 2018 fait partie d'une série de hausse de la taxe sur le diesel prévues pour réduire progressivement la consommation. Cette annulation est une leçon pour le reste du monde. L'Accord de Paris sur le climat était très populaire, mais je pense que beaucoup de monde a ignoré les conséquences.

On a besoin d'incitations, positives et négatives pour changer nos habitudes. Ici on voit les incitations négatives, le diesel est plus cher mais il n'y a aucune incitation positive. On ne voit pas d'augmentation des primes par l'État si on a encore une voiture diesel et on veut acheter une nouvelle et plus écologique voiture. En plus, beaucoup de voitures diesel sont vieilles, alors si on veut changer de voiture on doit trouver d'autres moyens pour faire l'achat si la prime n'est pas suffisante. On ne voit pas de nouveaux investissements dans les trains ou d'autres infrastructures nécessaires pour le transport public. Et, on ne peut pas oublier ce dernier point: Quand on change le prix du diesel, on réduit la mobilité pour des gens qui ne vivent pas dans les centres-villes ou des gens qui utilisent leur voiture pour leur travail.

En parlant des incitations négatives, on peut trouver sur le site web de *France en Colère* les arguments principaux contre la hausse de cette taxe. On peut résumer tout avec la phrase « La hausse des taxes semble être la solution systématiquement appliquée par le Gouvernement avant même de réfléchir à

des solutions plus constructives et plus bénéfiques »¹⁰. Il est aussi écrit que la hausse des prix du carburant est un « faux argument écologique avancé pour justifier cette taxation »¹¹. Les Gilets Jaunes pensent que le gouvernement n'a pas réfléchi avant de changer la taxe, un argument qu'on peut comprendre quand on voit qui va payer cette taxe et l'histoire du diesel en France. Comme je le disais auparavant, l'essence et le diesel sont déjà très chers en France alors il est facile de voir cet argument. Mais quel est le raisonnement des Gilets Jaunes quand ils disent que la hausse est « un faux argument écologique ». Les gilets jaunes reconnaissent qu'on doit avoir une transition écologique, mais ils reconnaissent aussi que la charge doit être mieux distribuée. On voit cela dans leur revendication de sur-taxation, mais ils ont raison : il n'y avait pas de hausse de taxe pour les secteurs maritimes et aériens ou de hausse de taxe sur les vendeurs de voitures. Ils questionnent aussi ce que le gouvernement va faire avec les taxes.

Le mouvement continue

Les Gilets Jaunes sont encore là, mais en moins grand nombre. La manifestation a évolué maintenant que la hausse de taxe sur le diesel est annulée. La première priorité maintenant est le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) en toutes matières. Ils ne sont pas un parti politique, mais ils ont proposé quelques réformes politiques, en première avec le RIC. Le référendum d'initiative

¹⁰ Questions Fréquemment Posées," Le Site Officiel Des Gilets Jaunes De La France En Colère.

¹¹ Ibid.

citoyenne, « est la possibilité pour le peuple (100 000 personnes, par exemple) de se poser à lui-même les questions qu'il juge importantes, et ensuite d'y répondre (à la majorité), en décidant effectivement, en passant au-dessus de ses représentants du moment »¹². Pour les Gilets Jaunes, le RIC est une façon de redonner le pouvoir à un peuple qui pense que l'État ne les écoute pas. « La démocratie, c'est le peuple qui décide, donc le RIC est fondamentalement démocratique »¹³. Selon un sondage de ViaVoice, 83% des personnes sont favorables à l'instauration d'un référendum d'initiative populaire¹⁴. En plus, la pétition pour le RIC a gagné plus de 260,000 signatures en ligne.

La situation économique, en regardant de plus près à la taxe sur le diesel, est aussi une source de motivation pour les manifestations. Des magasins de luxe, des banques et des voitures sur les Champs-Élysées ont été détruits lors de la manifestation du Mars 16 par les Gilets Jaunes. Pour les Gilets Jaunes, ce sont les symboles de la division économique en France, une division qui ne cesse de croître.

Macron a essayé d'écouter et de répondre aux Gilet Jaunes avec le Grand Débat National, une série de débats locaux où Macron a parlé de la fiscalité et des dépenses publiques, l'état des services publics, de la transition écologique, de la démocratie et de la citoyenneté¹⁵. Le Grand Débat National a eu lieu de janvier 2019 à avril 2019. Mais les Gilets Jaunes n'ont pas cessé de manifester.

¹² "Pour Un Référendum D'Initiative Citoyenne En Toutes Matières.," Change.org, 2019.

¹³ Ibid.

¹⁴ "Les Français Exigent Le RIC !" Clic, 2019.

¹⁵"Le Grand Débat National," Gouvernement.fr, 2018.

Le travail en France

Les 35 heures

Pour situer le contexte des Gilet Jaunes et commencer notre exploration de l'inégalité économique, on va examiner toutes les particularités du travail en France. On va commencer avec la semaine de travail de 35 heures, et puis explorer les cotisations avant de finir avec le SMIC. Ces trois éléments jouent un très grand rôle dans la vie d'un employeur et employée. Pour accumuler un patrimoine on a deux options : travailler ou investir. La plupart des gens travaillent sans assez d'argent pour épargner et investir. Le travail et comment on travaille est une problématique ancrée dans la politique. « L'histoire de la répartition des richesses est toujours une histoire profondément politique et ne saurait se résumer à des mécanismes purement économiques »¹⁶.

La loi Aubry de 1998 a établi la semaine de travail de 35 heures en France. Le slogan utilisé pour cette réforme était « le partage du temps de travail ». La loi Aubry a aussi introduit « l'annualisation du temps de travail, de la baisse des cotisations sociales pour les entreprises, du forfait jours et de la réorganisation de la production »¹⁷. Les cotisations sociales sont la taxe qu'une entreprise paie pour chaque employé. Alors, une baisse de cotisations sociales

¹⁶ Piketty, Thomas. Le Capital Au XXIe Siècle . Éditions Du Seuil, 2013, p.47.

¹⁷ Guillaume Poingt, "Les 35 Heures Ont 20 Ans : Deux Économistes Font Le Bilan," Le Figaro, 2018.

veut aussi dire que chaque employé est moins cher. Cela veut aussi dire moins d'argent pour des programmes financés par les cotisations sociales. La baisse des cotisations sociales était une concession pour les entreprises, mais l'état a espéré que la loi créerait assez de nouveaux emplois pour faire la différence.

Il est clair que l'inégalité était la cible de cette réforme, mais ce qui n'est pas clair est les résultats et l'efficacité de cette réforme. Certains pensent que la réforme était une des raisons pour laquelle le taux de chômage a diminué. Il y a eu une « croissance en emplois de près de 350,000 postes sur la période entre 1998-2002 »¹⁸. Mais, il y avait des autres facteurs; une évaluation de la réforme a montré que les « gains de productivité, modération salariale et allègements de cotisations sociales auraient permis de maintenir la compétitivité des entreprises à 35 heures »¹⁹.

Macron a dit plusieurs fois qu'il est contre la semaine de travail de 35 heures : ce n'est pas uniquement pour la compétitivité des gens qui travaillent, mais aussi parce qu'il veut être plus spécifique avec les heures. Il veut un modèle où les jeunes travaillent le plus et les heures de travail diminueraient avec l'âge. Mais maintenant qu'il est président il n'a rien changé ni expliqué son modèle de distribution de travail. Une réforme de la semaine de travail de 35 heures pourrait être une bonne idée si c'est un changement fondamental comme la loi Aubry, « s'accompagne d'autres changements : sur les salaires, les coûts

¹⁸ Gubian, Alain, et al. "Les Effets De La RTT Sur L'emploi : Des Estimations Ex Ante Aux Évaluations Ex Post." *Economie Et Statistique*, vol. 376, no. 1, 2004, p. 25.

¹⁹ *Idem*, p.51.

et l'organisation de la production »²⁰. La loi Aubry a montré que les français sont prêts à se sacrifier pour plus d'égalité si l'État propose des réformes qui ne sont pas que purement symboliques et superficiels. Le système français a besoin d'un autre changement fondamental comme la loi Aubry.

Les cotisations sociales

Les cotisations sociales sont importantes pour la mobilité et la redistribution du patrimoine. Les cotisations sont utilisées pour financer l'assurance chômage, l'assurance maladie, la retraite et des autres programmes de protection sociale en France. Elles financent 62% du budget du système de protection sociale, le reste est financé par l'État. Pour les employés, les cotisations sociales sont prélevées avant qu'ils reçoivent leur fiche de paie. Les employeurs paient aussi les cotisations sociales. 63% des cotisations sociales viennent d'employeurs, 29% viennent de salariés et 7% viennent de non-salariés²¹. Il y a trois choses qu'on doit reconnaître ici. En premier, les salariés paient plus que les non-salariés. Alors, à première vue, le système de cotisations est progressif : les postes salariés sont généralement mieux payés que les postes sans salaire. Mais, les cotisations sont en réalité un élément régressif du système fiscal français. Tous les salariés paient le même taux de cotisation de chômage, maladie, famille, etc.

²⁰ Gubian et al. "Les Effets De La RTT Sur L'emploi.", p. 51.

²¹ "Quelle Est La Part Des Cotisations Sociales Dans Les Ressources De La Protection Sociale ?" Vie Publique, 2015.

La deuxième chose que l'on doit mentionner est que la somme collectée par les cotisations sociales augmente quand les employés gagnent plus. Les cotisations sociales se divisent en deux catégories : les cotisations contributives et les cotisations non-contributives. Pour les cotisations contributives, les cotisations retraite, chômage, leur budget dépend de la somme prélevée par les cotisations²². Pour les cotisations non-contributives, leur budget ne dépend pas des sommes prélevées par les cotisations ; l'État et les citoyens partagent le coût. Pour les deux (contributive et non-contributive), quand les salaires augmentent, le budget pour les programmes de protection sociale augmentent. Actuellement, on est dans une période où les salaires stagnent.

En 2016, La France était en première place des pays européens qui taxent le plus les entreprises à 53,5% comparé à 21,3% pour Allemagne et 35,9% pour Espagne²³. On verra plus tard que ce taux a déjà commencé à diminuer avec Macron, mais pour maintenant, on doit reconnaître une chose : les cotisations sont un autre coût pour une entreprise. En France, ce coût est plus élevé que tous les autres pays Européens.

Comme nous le verrons ci-après, Macron est en train de réduire les cotisations pour les salariés. Comme on en a discuté auparavant, les cotisations pèsent plus le moins que l'on gagne. C'est la même problématique qu'on a vue avec la taxe sur le diesel. Mais, moins de cotisations veut aussi dire que l'État va dépenser pour les programmes de protection sociale. Le coût de programmes de

²² "Réformer Les Cotisations Sociales," Pour Une Révolution Fiscale.

²³ "Ensemble Des Taux De Cotisation," Financespubliques.fr.

protection sociale a été un sujet important en France et le monde en général depuis la crise de 2007. Dans la prochaine section de notre analyse, on va parler de comment les programmes de protection sociale ont été sacrifiés pour l'austérité. Ensuite, on va discuter des raisons pour lesquelles les Gilets Jaunes appellent à plus de dépenses publiques.

La Crise de la dette dans la zone euro

Maintenant qu'on a établi le contexte du travail en France, on doit établir le contexte économique. Pour cette tâche, on va commencer avec la Crise de la dette dans la zone Euro. En France et en Europe, il y a eu deux crises économiques dans les quinze dernières années. C'est en partie dû à ces deux crises que l'économie française est encore faible et que l'avenir n'est pas certain. La peur économique des Gilets Jaunes est une peur sur l'avenir mais aussi une peur du passé. Les Gilets Jaunes prétendent représenter la classe moyenne et la classe inférieure, les groupes qui ont perdu le plus dans les dernières crises économiques.

La Crise de la dette dans la zone euro a commencé en 2010, juste après la crise financière de 2007. La Grèce était le premier pays qui a subi les effets de la crise à cause de sa faible croissance et de sa dette publique. La dette publique était croissante à cause de la crise financière de 2008 où l'État augmente ses dépenses pour essayer de protéger son économie. Après, c'était l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et Chypre qui ont commencé à avoir des

problèmes avec leur dette publique. La réponse à cette crise était l'établissement de mesures d'austérité.

Les mesures d'austérité étaient la solution imposée par l'Union Européenne. Les mesures consistaient à réduire les budgets des États européens ainsi que l'augmentation des impôts. Le but était de réduire la dette publique et d'éviter l'inflation. L'espoir était qu'une réduction des déficits publics « restauraient la confiance des marchés et permettraient ainsi la création d'emplois et le renouveau des économies »²⁴. L'UE, avec le soutien du FMI, a imposé ces mesures à des pays comme la Grèce en échange d'une aide avec leur dette publique. À ce jour, beaucoup de gens remettent en question l'efficacité de l'austérité; et, le FMI a admis que « les mesures d'austérité n'ont pas abouti aux résultats escomptés et ont nui à la croissance, comme à l'égalité »²⁵.

Les mesures d'austérité ont changé la trajectoire économique de la France pour le pire. Dans la prochaine étape de notre analyse, on verra les réactions de présidents français à cette nouvelle réalité. Pendant trois mandats présidentiels, on a vu quatre politiques différentes ayant comme but celui de résoudre les problèmes économiques de la France.

²⁴ Oxfam, "Le Piège De L'Austérité: L'Europe S'Enlise Dans Les Inégalités.," Oxfam International, 2013, 3, 2013, p.3.

²⁵ Ibid.

Le mandat de Nicolas Sarkozy

Ici, il est bon d'établir le contexte politique. Les Gilets sont contre la politique d'Emmanuel Macron, le président actuel, mais il est précédé par deux présidents qui ont essayé d'améliorer l'économie française après les deux crises économiques. On doit prendre leurs décisions en compte quand on analyse les nouvelles politiques de Macron et les réactions fortes des Gilets Jaunes.

On va commencer avec Nicolas Sarkozy. En 2010, ce dernier a voulu retrouver un équilibre des finances publiques et protéger la cote de crédit de la France en utilisant des mesures d'austérité. Il a réalisé ce but entre 2010-2012, avant l'élection de François Hollande. La hausse des impôts consistait en une multiplication de « micro-taxes » qui se caractérisent par leur caractère indirect, leur faible rendement, et leur impact potentiellement vertueux sur la régulation des conduites individuelles (par exemple, l'augmentation de la taxe sur les boissons gazeuses et la bière), ce qui permet d'en minimiser le coût électoral et la réprobation sociale associée²⁶. Les micro-taxes sont l'exemple parfait d'une taxe régressive, une taxe qui pèse plus quand on a moins de revenus. En plus, il y avait la hausse du taux standard de TVA de 19,6 % à 21,2 % et la hausse de deux points dans les cotisations sociales sur les gains financiers (de 13,5 % à 15,5 %)²⁷.

²⁶ Bezes, Philippe and Patrick Le Lidec. "La Politique D'ajustement Budgétaire En France (2007-2012). Institutions Et Stratégies D'évitement Du Blâme." *Revue Internationale Des Sciences Administratives* 81, no. 3 (2015), p.40.

²⁷ *Idem*, p.42.

Quand on regarde les recettes fiscales nettes du budget général de l'État, on s'aperçoit que la TVA représente la moitié des recettes fiscales nettes de l'État. Par contre, l'impôt sur le revenu représente un quart des recettes fiscales nettes de l'État. La TVA est appliquée dans tous les pays de l'Union Européenne. Dans tous ces pays, la TVA génère la plupart des recettes fiscales nettes. La TVA est une imposition progressive qui affecte de manière disproportionnée les personnes à revenus plus modiques, qui, proportionnellement à leurs revenus, ont tendance à dépenser plus en TVA²⁸. Elle ignore les taux élevés d'évasion et de fraude fiscales parmi les multinationales et les particuliers²⁹. La Commission européenne a reconnu que les gouvernements de l'UE perdent environ 1 milliard d'euros par an en raison de l'évasion et la fraude fiscale³⁰.

Les cotisations sociales sur les gains financiers s'appliquent sur les actions ou les biens immobiliers, c'est un exemple d'un impôt progressif. Les gains financiers représentent comment les plus riches gagnent leur revenu en dehors de leur salaire. Du côté des dépenses, le gouvernement a essayé de limiter celles des organisations publiques. C'est à dire une réduction de 10 % des coûts de fonctionnement sur une période de trois ans (2011-2013) et une réduction des frais de personnel de 1,5 % par an pour l'ensemble des « opérateurs de l'État », l'ensemble des organisations publiques indépendantes par rapport aux administrations centrales, comme les agences, les

²⁸ Oxfam. "Le Piège De L'Austérité", p.12.

²⁹ Ibid.

³⁰ Ibid.

établissements publics, les universités, etc.³¹. En plus, une limite était imposée aux dépenses nationales de santé: « Définie en terme de taux de croissance nominale, la limite est passée de 3,3% en 2010 à 2,8% pour les années 2011 à 2014 »³². Alors comme dans d'autres pays européens, les programmes de sécurité sociale sont visés pour la réduction des dépenses publiques pour adhérer à l'austérité.

Une réduction des dépenses publiques pendant une crise ne fait que jeter de l'huile sur le feu. Avec un système fiscal progressif et des programmes de protection sociale, un état peut réagir automatiquement à une crise. Quand les gens gagnent moins, ils sont moins taxés. Et s'ils perdent leurs emplois en raison de la crise, ils ont l'assurance de chômage et des autres programmes d'assistance. Ce sont deux choses nécessaires pour la récupération d'une économie. Avec Sarkozy, on a vu l'opposé : plus de taxes et moins de dépenses publiques. Dans la prochaine étape de notre analyse, on verra que François Hollande a suivi les méthodes de Sarkozy, et jeté de l'huile sur le feu; ceci a favorisé le mouvement des Gilets Jaunes.

³¹ Bezes et Lidec. "La Politique D'ajustement Budgétaire En France", p.36.

³² Ibid.

Le mandat de François Hollande

Aux élections de 2012, Sarkozy était le candidat de l'austérité contre François Hollande, le candidat du Parti socialiste et anti-austérité. Hollande a gagné la présidentielle avec la promesse « le changement, c'est maintenant », mais son mandat n'a pas progressé comme prévu. En premier, l'austérité, il faut rappeler, n'est pas une politique choisie par les États mais imposée par la méfiance des prêteurs [FMI, EU] qui doutaient de la solidarité de la zone euro³³. C'est ce message que Sarkozy a essayé de passer quand il a dit que l'austérité était la nouvelle réalité. « Le cas de la France, de la Belgique et du Pays-Bas a d'ailleurs montré dernièrement que la cherté de l'argent à emprunter obligeait même ces pays à résider leur train de vie et le poids de la dette »³⁴. Tous les pays de l'UE ont dû se sacrifier pour l'effort de récupération alors on voit pourquoi c'était si difficile pour Hollande de rester contre l'austérité.

En France en 2014, le ratio de dépenses publiques au PIB était de 57%, le ratio le plus élevé en Europe³⁵. Le France avait une obligation envers l'Union Européenne de réduire son déficit public, mais en même temps, la France avait une obligation envers ses citoyens de régler sa faible croissance et son taux de chômage très élevé. C'est cette situation qui a forcé Hollande à changer sa

³³ Jules Robert, "Le Spectre De L'Austérité Plane Sur L'Affrontement Sarkozy-Hollande," La Tribune.

³⁴ Ibid.

³⁵ Guillaume De Calignon, "Pourquoi Les Dépenses Publiques Sont Plus Élevées En France," Les Echos.

politique en 2014, deux ans après son élection. Mais, Hollande n'est pas juste le candidat anti-austérité, il a créé une « super-taxe », une taxe à 75% sur les revenus supérieurs à un million d'euros était une de ses grandes promesses pendant sa campagne présidentielle. Il a gardé sa promesse, et en 2012 le nouveau taux d'imposition a été introduit. Sous cette forme, la super-taxe n'a duré qu'un an, elle était la source de beaucoup de critiques en France et à l'étranger.

En 2013, pour essayer d'éviter plus de controverse, François Hollande a uniquement appliqué la taxe aux entreprises. Mais, la taxe était encore très impopulaire, avec la ligue de football comme l'un des plus grands critiques³⁶. Il y avait une peur que la taxe affaiblisse encore l'économie française en empêchant des investissements de la part des entreprises. La super-taxe est arrivée juste après que les entreprises ont reçu une hausse d'impôts en 2012. En plus, la somme de 400 millions d'heures que la taxe a gagnée était moindre en comparaison des autres recettes fiscales. Au début de 2015, la taxe mise en place a été arrêtée.

Il est clair que Hollande s'attendait à une nouvelle croissance économique pour éviter l'austérité ainsi qu'à plus de recettes fiscales avec les nouvelles taxes. Mais la nouvelle croissance n'est jamais arrivée : c'est un problème qui a été encore exacerbé par toute la controverse autour de la super-taxe. En 2014, François Hollande est devenu "pro-business" et pour l'austérité. En 2014,

³⁶ Il y avait une peur que les équipes de football seraient forcés de payer leurs joueurs plus pour compenser pour la taxe.

Hollande a introduit "le Pacte De Responsabilité de Solidarité" avec « le but de redresser la compétitivité des entreprises et faire reculer le chômage »³⁷. L'autre but était d'améliorer les relations entre le gouvernement et les entreprises après la controverse avec la super-taxe. Le pacte consistait en 41 milliards d'heures d'aide³⁸ accordés aux entreprises en vue de les inciter à embaucher et investir³⁹. Le pacte était financé par des réductions de dépense publiques et une augmentation des impôts. Hollande a déplacé la charge des impôts des entreprises « aux ménages ». Dans la période de 2015 à 2017, les dépenses de l'État et des agences ont été réduites de 18,9% à 10% pour les collectivités locales et de 20,3% pour la protection sociale⁴⁰. En plus, la TVA est passée de 19,6% à 20% et les impôts locaux ont augmenté en réponse à la réduction des dépenses pour les collectivités locales⁴¹. Selon l'INSEE, le pacte était un succès, ces mesures auraient directement enrichi la croissance d'environ 300,000 emplois⁴². Mais le coût était important et l'efficacité du pacte est encore remise en question.

Alors, en deux mandats consécutifs, on a vu une réduction de dépenses publiques et une augmentation d'impôts. La classe moyenne et la classe

³⁷"Pacte De Responsabilité Et De Solidarité : Allègements De Charges Contre Embauches/B_reg2010," Vie Publique, 2014, , accessed 2019.

³⁸ Ibid.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Verdier-Molinié, Agnès. "Pacte De Responsabilité Et Programme De Stabilité : Le Contre-Chiffrage De La Fondation IFRAP." Fondation IFRAP, 2014.

⁴¹ Léon, Jean-Baptiste. "Les Impôts Ont Augmenté De plus De 20% Sous Les Règnes De Hollande Et Sarkozy (et on Ne Leur Dit Pas Merci)." Contribuables Associés. 2016.

⁴² INSEE. "Emploi, Chômage, Revenus Du Travail, Édition 2018." INSEE, 2018.

inférieure sont encore les deux grands perdants. En plus, la croissance n'est pas encore revenue, alors l'économie est encore dans une période de récupération.

Conclusion de la Crise de la dette dans la zone euro :

La situation s'améliore en Irlande et au Portugal, mais la situation en Grèce et en Espagne est encore difficile. Certains pensent que les programmes d'austérité sont trop concentrés sur le court terme ; les États ne peuvent pas aider la croissance et la santé globale de leurs économies avec des budgets réduits. Cet argument est très important quand on se souvient que la crise de 2007 était juste trois ans avant celle de 2010. « Les programmes d'austérité mis en œuvre dans toute l'Europe, fondés sur des mesures fiscales régressives et à courte vue, ainsi que la réduction forte des dépenses, particulièrement dans les services publics (y compris l'éducation, la santé et la protection sociale...), ont décimé les mécanismes qui réduisent les inégalités et permettent une croissance équitable »⁴³.

C'était un avis commun que la dette publique empêcherait plus de croissance dans l'UE. Mais, le marché a donné d'autres signes ; le consensus, après la crise de 2007, était que les états, qui ont joué un rôle actif dans l'effort de récupération, ont empêché la crise d'empirer. En accumulant de la dette publique, les gouvernements ont joué un rôle actif avec de l'assurance de chômage et d'autres programmes de sécurité sociale ainsi que des plans de

⁴³ Oxfam. "Le Piège De L'Austérité", p.3.

relance économique. Le taux de chômage en Europe nous a indiqué l'importance des programmes de sécurité sociale et le rôle de l'État dans la création des emplois. La faible croissance était le signe que les économies de l'UE étaient encore en train de récupérer après la crise de 2007. En plus, les économies d'Italie, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce étaient toujours plus faibles en comparaison avec l'Allemagne ou la France. Alors, ce qui va marcher en France ne va pas forcément marcher en Grèce. Le marché nous a donné des signes clairs, maintenant on doit les écouter pour trouver les solutions: « C'est son rôle [Le marché] de *véridiction* qui va désormais, et d'une façon simplement seconde, commander, dicter, prescrire les mécanismes juridictionnels ou l'absence de mécanismes juridictionnels sur lesquels il devra s'articuler »⁴⁴.

Sarkozy et Hollande ont souhaité écouter le marché mais en fait, ils ont privilégié les demandes des investisseurs et des entreprises au-dessus de tout. Quand les gens sentent que l'état ne les écoute pas, il est naturel qu'ils ont commencé à manifester. On a déjà vu la *Nuit Debout*, la réaction à une réforme du code du travail. Mais la *Nuit Debout* n'a duré que deux mois, comparé à quatre mois pour les Gilets Jaunes.

Auparavant, on a parlé de l'usage de l'article 49 pour passer la réforme du code du travail. Quand on met cela dans le contexte du mandat de Hollande, on voit pourquoi les Gilets Jaunes pensent que le gouvernement ne les écoute pas.

⁴⁴ Foucault, Michel, et al. *Naissance De La Biopolitique: Cours Au Collège De France (1978-1979)*. Gallimard, 2004, p.34.

Hollande a gagné la présidentielle parce qu'il était anti-austérité. Mais à la fin de son mandat, sa politique n'était pas si différente de celle de Sarkozy.

Dans la prochaine section de notre analyse, on examinera le mandat de Emmanuel Macron, qui était Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique sous Hollande.

Emmanuel Macron

Les Gilets Jaunes appellent à une réduction d'impôts sur la classe moyenne et la classe inférieure ainsi qu'une augmentation de dépenses publiques. Après notre analyse de Sarkozy et de Hollande, il est facile de voir ce qui motive les Gilets Jaunes à faire ces demandes. Le mandat d'Emmanuel Macron a commencé en Mai 2017. En Novembre 2018, une année et demie plus tard, le mouvement de Gilets Jaunes a commencé. On a déjà analysé ce qui a provoqué le mouvement initialement, la taxe sur le diesel. Mais l'évolution et la durée de ce mouvement nous montrent qu'il était toujours plus grand qu'une simple taxe.

Le taux de chômage en France était autour de 7-8% en 2001 jusqu'à la crise de 2008. Maintenant le taux de chômage en France est autour de 9-10% et on ne sait pas encore si la France va retrouver le niveau d'avant la crise. On peut comparer la situation courante à la situation de 1998 où l'état est intervenu pour créer plus d'emplois. Macron a promis de réformer l'économie et le fonctionnement de l'État français pour créer plus d'emplois. Dans ses trois

premières années comme président, Macron a été agressif avec ses réformes. Sa popularité est en train de diminuer avec chaque réforme successive, mais il prévoit de continuer à mettre en place le programme et les propositions, qui ont gagné lui et son parti politique, les élections de 2017.

La réforme du code du travail

La réforme du code du travail était la première grande réforme du gouvernement de Macron. Le but était d'apporter plus de souplesse au contenu du Code du travail, que le nouveau gouvernement jugeait jusqu'à maintenant trop lourd et trop rigide⁴⁵. Le code du travail contient plus de 2000 pages et il couvre tous les rapports entre un employeur et un employé. Mais en raison de sa taille et de son énorme complexité, il ne donne pas beaucoup de souplesse ni pour l'employeur ni pour l'employé. Il y a aussi une peur que le code du travail limite la mobilité des employés. Le but du gouvernement était de simplifier le code du travail en donnant plus de pouvoir aux employeurs et aux employés. La réforme du code du travail était vue comme la première dans une série de réformes économiques qui baisseraient le niveau de chômage. La réforme est en fait constituée de cinq ordonnances et en tout 36 mesures. En commençant par la réforme du licenciement, le gouvernement a simplifié le processus pour l'employeur et introduit de nouvelles protections pour des employeurs qui entrent dans le processus de licenciement. Par contre, les salariés qui démissionnent

⁴⁵ "Réforme Du Code Du Travail (Réforme Macron)." Droit, 2020. .

pourraient ainsi avoir droit aux allocations chômage une fois tous les 5 ans⁴⁶.

Ainsi, les employeurs et les employées ont plus de mobilité. Le gouvernement a aussi introduit plus de souplesse dans le processus de négociation pour les salaires et les contrats, au profit de l'employeur et de l'employé⁴⁷.

De 2018 à 2020, Macron a prévu de réduire la taxe d'habitation jusqu'à 0 et puis de la supprimer, dans une période de trois ans. La première étape est déjà faite, le taux était réduit de 30% en 2018. En 2019, la taxe sera réduite de 65%. Alors, les dépenses mensuelles ont aussi baissé, et ça va continuer.

Quand on analyse qui va bénéficier de cette réforme, on doit prendre en compte le choix entre les villes et les banlieues ou petits villages. Quand on vit dans une ville, notre logement est plus cher, mais on peut voir cela comme un coût appréciable: les transports sont plus faciles et on vit probablement proche d'autres services dont vous avez besoin. Mais quand on vit dans un petit village ou la banlieue, notre logement est moins cher, mais on dépense plus en transport à cause du manque de commodité. La taxe d'habitation varie par commune, mais le facteur le plus important pour calculer la taxe d'habitation est la valeur du logement. Alors, les gens qui en bénéficieront le plus sont les gens qui vivent dans des centres-villes : pour eux, leur dépense pour le logement est plus importante et pour eux, la hausse de taxe sur le diesel ne va pas poser les mêmes problèmes.

⁴⁶ "Réforme De L'assurance Chômage 2019 (Réforme Macron)." Droit, 2020.

⁴⁷ Ibid.

Ensuite, on va analyser la suppression des cotisations chômage et maladie. Comme avec l'exonération de la taxe d'habitation, Macron veut augmenter le pouvoir d'achat, mais je pense que cette réforme n'a pas la même efficacité, même si on prend en compte toutes les conditions que je discute. En 2017, le taux de cotisation chômage et de maladie était de 3,15 %. Avec la suppression des cotisations chômage et maladie, les gens vont voir une légère augmentation de leur salaire, mais on doit aussi prendre en compte que la contribution sociale généralisée (CSG) va augmenter de 1,7%⁴⁸. L'effet net est une augmentation de 1,45% du pouvoir d'achat. Ce qui me mène à la conclusion que l'État reconnaît que les salaires stagnent et essaye d'améliorer la situation. Mais à ce niveau, je pense que l'effet va être psychologique pour la plupart des gens. Et, on ne peut pas oublier le but original de ces cotisations, il y aura moins d'argent pour l'assurance maladie et l'assurance de chômage.

La suppression de l'ISF

La suppression de l'ISF, comme la réforme du code du travail, était une proposition avec le but de libéraliser l'économie française ainsi que promouvoir l'investissement privé. L'ISF était une taxe de revenu sur les plus riches de France, et il l'a remplacé avec l'IFI, l'impôt sur la fortune immobilière. Cette réforme, qui n'était pas populaire avec les Gilets Jaunes qui appellent à un retour de l'ISF, est où Macron a commencé à gagner sa réputation comme « président

⁴⁸ "Macron Et CSG – La Hausse De La CSG."

des riches » . Les plus riches étaient la cible de l'ISF, « L'ancien ISF visait les patrimoines nets de dettes de plus de 1,3 million d'euros »⁴⁹. L'IFI a retenu le même seuil que l'ISF, alors les plus riches sont encore la cible, mais cette fois-ci c'est seulement leurs actifs immobiliers qui vont être taxés. L'ISF n'était pas juste une taxe très populaire, c'était une taxe plutôt rentable: l'Etat a collecté environ 4 milliards d'euros avec cette taxe en 2017⁵⁰. En changeant de l'ISF à l'IFI, l'état est projeté de perdre environ 3 milliards d'euros de revenu⁵¹. La suppression de l'ISF était censée accomplir deux buts : améliorer la compétitivité et encourager l'investissement dans le marché français. Mais, même sans un débat sur l'efficacité, il est facile de voir que c'est une décision myope quand on prend en compte toutes les autres réformes. La suppression de l'ISF pris dans le même contexte de la hausse de taxe sur le diesel est la preuve d'un système qui devient plus régressif.

Les mérites de l'ISF

Les plus riches ont la plupart de leur patrimoine dans des actifs et des biens immobiliers. L'impôt sur la fortune actuellement en vigueur en France est d'une certaine façon plus moderne : il se fonde sur les valeurs de marché des différents actifs, réévaluées chaque année⁵². En général, c'est la politique qui force l'État à réévaluer les impôts alors, je pense que cette distinction est

⁴⁹ Decarre, Olivier. "IFI/ISF : Comparatif Des Deux Impôts Sur La Fortune."

⁵⁰ Le Gouvernement. "Impôt De Solidarité Sur La Fortune - Impôt Sur La Fortune Immobilière." Accueil - Data.gouv.fr, 2018.

⁵¹ Ibid.

⁵² Piketty. Le Capital Au XXIe Siècle, p.871.

importante. Cela provient simplement du fait que cet impôt est une création beaucoup plus récente : il a été introduit dans les années 1980, à un moment où l'on ne pouvait pas ignorer que l'inflation -notamment sur les prix des actifs -était une réalité durable⁵³. L'ISF était un essai de l'État Français d'adapter le système fiscal à la nouvelle réalité. Selon Piketty, l'ISF est un exemple d'un impôt sur le capital, une de ses solutions pour régler l'inégalité économique. L'impôt sur le capital permet d'apporter une réponse à la fois plus pacifique et plus efficace à ce problème éternel posé par le capital privé et son rendement.⁵⁴ En plus, un gouvernement qui introduit un impôt sur le capital peut utiliser le nouveau revenu de cet impôt comme une bonne raison de réduire les impôts sur le travail ou dans le cas spécifique de la France, la TVA. Une fiscalité qui taxe lourdement le travail et beaucoup moins le capital ne peut qu'accentuer les inégalités entre la majorité des citoyens et une minorité très favorisée⁵⁵. L'impôt sur le capital permet à un état de déplacer la charge de taxation aux plus riches.

Pour répondre aux gilets jaunes, Macron a décidé d'annuler la hausse de taxe sur le diesel et d'augmenter le salaire minimum, le SMIC. Le but est clair avec l'augmentation du SMIC, une initiative qui est devenue très populaire dans beaucoup de pays développés : augmenter le salaire minimum et donc le pouvoir d'achat pour les gens les plus pauvres. Les salaires ont stagné dans beaucoup de pays comme la France alors que les revenus des entreprises ont continué à

⁵³ Piketty. Le Capital Au XXIe Siècle, p.867.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Davreux, Jean-Paul et Isabelle Franck. "Les Inégalités Nuisent Gravement À La Cohésion Sociale"." Vivre Ensemble Education (Février, 2013), p.3.

augmenter. L'augmentation du SMIC, est un bon début, mais l'état doit faire plus et inciter, par loi, les entreprises à investir leurs revenus dans leurs ouvriers au lieu de leurs investisseurs.

La réforme des retraites

La réforme des retraites, qui a inspiré une grève générale et des grandes manifestations, est la dernière réforme controversée du gouvernement Macron. « Le système français repose sur un régime de pensions de retraite de base et un régime complémentaire publics et obligatoires, principalement financés par des cotisations sociales (calculées en fonction du salaire) et des impôts fixés au niveau national »⁵⁶. Ce système est face aux mêmes problèmes que le reste du système français: Un fort ralentissement de sa croissance économique, un niveau de chômage élevé ainsi qu'un vieillissement de la population et une augmentation régulière de l'espérance de vie⁵⁷. Certaines réformes du système sont inévitables: « La combinaison de ces phénomènes [économiques] génère une pression sur les comptes des régimes»⁵⁸.

On a déjà vu comment la faible croissance et le chômage posent des problèmes pour l'État Français, mais le vieillissement de la population française et l'augmentation de l'espérance de vie sont aussi des enjeux importants:

Devant l'allongement de l'espérance de vie, comprendre si les années supplémentaires le sont en bonne santé ou en état de dépendance est devenu un enjeu de santé publique, tant pour l'organisation des soins et des services à la personne que pour des

⁵⁶ Légé, Philippe. "Le Conflit Des Retraites En France." *Global Labour University*, 2010.

⁵⁷ Duc, Cindy, et al. "Les Réformes Des Retraites De 2010 à 2015." *Les Dossiers De La DRESS*, vol. 9, Dec. 2016.

⁵⁸ Ibid

enjeux sociaux et économiques : augmenter la participation sociale des plus âgés, le taux d'emploi des 50-65 ans ou l'âge de départ à la retraite, nécessite de préserver la santé et l'autonomie⁵⁹.

L'allongement de l'espérance de vie va augmenter les dépenses publiques en termes d'utilisation des services de santé et une population qui dépend du système de retraite pour une plus longue période. Avec le vieillissement de la population française, cette population qui dépendra du système de retraite va aussi être de plus en plus grande.

Comme on a vu, le système de retraite est principalement financé par les cotisations et les impôts et le déficit, entre les récoltes de taxes et les besoins du système, est financé directement par l'État lui-même:

En 2008, il présentait un déficit de 6,9 milliards d'euros. Celui-ci est passé à 32 milliards d'euros en 2010 (11 milliards pour les retraites de base et 21 milliards pour les retraites complémentaires). Or seulement 10 pour cent de ce déficit était lié à l'accroissement du nombre de retraités. La principale cause du déficit était la crise économique, la part du PIB consacrée aux dépenses pour les retraités demeurant stable, mais les revenus diminuant en raison du chômage et du caractère atone de la croissance⁶⁰.

Après la crise de 2007, la partie que les employeurs et les employés paient pour soutenir le système de retraite, les cotisations, a diminué. Pour simplifier, à travers le système de retraite, les jeunes soutiennent les vieux. C'est la même population jeune qui ne peut pas trouver de travail: Si on regarde la même période, 2008-2010, le taux de chômage pour les 20-24 ans est passé de 17,6% à 21,5%⁶¹. Pour les 25-49 ans, le taux de chômage est passé de 6,7% à 8,4%⁶². Ceci est révélateur d'un plus grand problème: le taux de chômage pour la

⁵⁹ Observatoire des territoires. "Vieillesse De La Population." 2014.

⁶⁰ L'égalité. "Le Conflit Des Retraites En France." 2010.

⁶¹ "Chômage : Les Jeunes Toujours Aux Premières Loges." *Observatoire Des Inégalités*.

⁶² Ibid.

population jeune, même avant la crise, était très élevé: Entre 1975 et 2018, le taux de chômage a été multiplié par quatre pour les 20-24 ans (5,3% à 19,5%) et par presque autant pour les 25-49 ans (2,6% à 8,5%)⁶³. Ce taux de chômage des jeunes met plus de pression sur l'État à financer le système de retraite, un état qui avec Sarkozy, Hollande et maintenant Macron cherche à réduire la dette publique en réduisant les dépenses publiques. Si la population française continue à vieillir et que le taux de chômage des jeunes reste élevé, le système de retraite ne peut pas continuer de fonctionner. Des réformes du système de retraite sont nécessaires, mais ils ne seraient que des solutions temporaires si le vrai problème du système français n'est pas traité: la faible croissance.

La réforme de Macron suit la réforme des retraites faite par Sarkozy en 2010 et la réforme de Hollande en 2014. «La réforme de 2010 a principalement joué sur les âges de départ à la retraite en relevant les deux bornes d'âges que sont l'âge d'ouverture des droits (de 60 à 62 ans) et l'âge d'annulation de la décote (de 65 à 67 ans)»⁶⁴. Pour faire simple, les pensions de retraites dépendent de votre type de travail, la durée d'activité et l'âge que vous départ à la retraite⁶⁵. Alors, la décote est la pénalité qu'on prend si on prend la retraite à l'âge légal de retraite (de 60 à 62 ans) mais on n'a pas travaillé le nombre minimum de trimestres pour une retraite à taux plein⁶⁶. Le but de cette réforme était simple: réduire les dépenses du système de retraite en augmentant l'âge

⁶³ "Chômage : Les Jeunes Toujours Aux Premières Loges." *Observatoire Des Inégalités*.

⁶⁴ Duc. "Les Réformes Des Retraites De 2010 à 2015." 2016.

⁶⁵ "Décote Du Système De Retraite." 2016.

⁶⁶ Ibid.

minimum. La justification officielle était : «C'est un problème démographique, et non pas politique. Si vous vivez plus longtemps, vous devez travailler plus longtemps»⁶⁷. Le public français était contre la réforme: « À l'initiative des syndicats de salariés, un mouvement social d'opposition à cette réforme a été lancé à partir de mai 2010. Plusieurs journées de grève et de manifestations ont eu lieu, donnant de l'ampleur à la contestation jusqu'en novembre 2010, soit un mois après l'adoption de la réforme par le Parlement »⁶⁸. Les motivations du mouvement étaient plus grandes qu'un rejet de la réforme: « Dans les manifestations, les gens protestent maintenant contre les inégalités, les bas salaires, la difficulté à trouver du travail»⁶⁹. Ils ont manifesté contre les mêmes problèmes qui ont causé le déficit. « Le 19 octobre 2010, [le jour avant le vote de la loi au Sénat], les syndicats ont notamment dénombré 3,5 millions de manifestants (contre 1,1 million selon le ministère de l'Intérieur) dans plus de 250 villes⁷⁰. Malgré l'ampleur du mouvement, l'État a adopté le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite.

La réforme de 2014 n'a pas inspiré une réaction comme la réforme de 2010. Mais, si on compare les deux réformes, l'objectif était le même, réduisant les dépenses du système de retraite en augmentant le temps qu'on doit travailler. « La réforme de 2014, en allongeant la durée requise pour le taux

⁶⁷ Légé. «Le Conflit Des Retraites En France.» 2010.

⁶⁸ Politique, Fondation pour l'innovation. «Les Français Et La Réforme Des Retraites De 2010.» *Accueil - Data.gouv.fr*, 21 July 2016.

⁶⁹ «Le Mouvement Contre La Réforme Des Retraites Devient Imprévisible.» *La Croix*, 17 Oct. 2010.

⁷⁰ «Grève: Retour Sur 30 Ans De Mouvements Sociaux.» *Le Figaro.fr*, 9 Dec. 2019.

plein, modifie également les âges de départ à la retraite et le montant des pensions »⁷¹. Cela nous renvoie au fait que ce n'est pas juste l'âge de départ à la retraite et votre travail qui déterminent votre taux de retraite, mais aussi la durée d'activité, mesurée par le nombre de trimestres travaillé. La réforme a augmenté par ailleurs les taux de cotisations⁷².

La réforme des retraites faisait partie du programme électoral d'Emmanuel Macron. Contrairement aux réformes de Sarkozy et Hollande, la proposition de Macron est une réforme de l'ensemble du système. Macron a promis « Un système universel avec des règles communes de calcul des pensions sera progressivement mis en place. Le fait de changer d'activité ou de secteur sera sans effet sur les droits à la retraite. Avec un principe d'égalité: pour chaque euro cotisé, le même droit à pension pour tous »⁷³. Macron appuyé sur le principe d'égalité pour justifier sa réforme des retraites, une déclaration intéressante compte tenu l'état du système de retraite actuel :

Public, financé par répartition, c'est l'un des plus généreux au monde. Il assure aux salariés à la retraite un niveau de vie équivalent à celui des actifs. Jusqu'à présent, ces caractéristiques ont été maintenues malgré le vieillissement de la population, la crise économique et les changements politiques. Le taux de pauvreté des retraités (7,4% en 2016) est nettement plus faible que celui de l'ensemble de la population (14%)⁷⁴.

Le système actuel marche et, vu le taux de pauvreté des retraités, on peut dire qu'il ne contribue pas à l'inégalité croissante. Macron veut passer à un système de points, où le calcul de la retraite serait égal pour tout le monde, sauf dans des

⁷¹ Duc. "Les Réformes Des Retraites De 2010 à 2015." 2016.

⁷² Ibid.

⁷³ En Marche. "Programme En Marche." 2018.

⁷⁴ Sterdyniak, Henri. "Réforme Des Retraites : Mission Impossible Ou Mission Cachée ?" Les Economistes Atterres.

cas spécifiques.« Ce système prendra en compte l'ensemble de la carrière et non plus les 25 meilleures années pour les salariés du privé et les six derniers mois pour les fonctionnaires comme actuellement »⁷⁵. Pour plusieurs raisons, ce système a le potentiel d'être plus inégal que le système actuel. Des interruptions de travail comme des périodes de chômage, maladies, l'éducation des enfants, etc. , sont pénalisées dans ce nouveau système. Dans le projet de loi, il est écrit que « des points de solidarité seront accordés au cours des différentes périodes pouvant marquer le parcours professionnel ou de vie de l'assuré »⁷⁶.Mais le nombre de points n'est pas encore défini. Alors, on ne peut pas dire à quel point ça va être un problème.

Dans le système universel, il y aura un seul âge pour avoir le taux plein de retraite : « Le système universel de retraite fonctionnera autour d'une référence collective, correspondant à l'âge auquel les assurés pourront partir à « taux plein », et autour de laquelle s'articulera un mécanisme de bonus/malus : l'âge d'équilibre »⁷⁷. Cela s'appliquera à tout le monde, sauf pour des « fonctionnaires qui concourent à des missions publiques de sécurité, de surveillance ou de contrôle »⁷⁸. Dans le système actuel, il y a des âges différents où on peut partir à la retraite avec le taux plein de retraite pour répondre au fait que l'espérance de vie n'est pas la même pour tous les métiers.

⁷⁵ Mazuir, Valérie. "Réforme Des Retraites, Version Macron : Ce Qu'il Faut Savoir." *Les Echos*, Les Echos, 24 Jan. 2020.

⁷⁶ Ministère des solidarités et de la santé. "Projet De Loi Instituant Un Système Universel De Retraite."

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ Ibid.

Enfin, « dans un tel système à points, le taux de remplacement ne dépend pas du niveau de salaire »⁷⁹. Le taux de remplacement veut dire le pourcentage de votre ancien salaire que la retraite représente. « Par rapport au système actuel, les bas salaires seraient perdants et les hauts salaires gagnants »⁸⁰. Alors, ce n'est pas une surprise que la proposition de cette réforme ait inspirée de très grandes manifestations, avec la participation des Gilets Jaunes:

Au moins 800.000 personnes sont descendues dans la rue, jeudi [décembre 5], partout en France, et des secteurs entiers d'activité ont tourné au ralenti dans le cadre d'une mobilisation massive contre la réforme des retraites. La CGT annonce plus de 1,5 million de manifestants dans tout le pays et 250.000 à Paris⁸¹.

Des grèves et des manifestations ont continué jusqu'à février, arrêtés seulement après la propagation du coronavirus en France. La propagation du coronavirus en France a aussi mené à la suspension de la réforme des retraites. . Le gouvernement de Macron a invoqué l'article 49.3⁸² pour passer la loi sans un vote, mais il n'est pas clair si Macron va poursuivre la réforme après l'épidémie. Ce qui est clair est que Macron veut réformer les retraites pas pour donner un système plus égal mais pour réduire les dépenses publiques et la dépendance de la population française à l'État. Ceci est un thème commun du programme de Macron et, plus globalement, et des deux précédents mandats. Avec chaque président le langage utilisé était différent mais le but était le même: réduire les dépenses publiques.

⁷⁹ Sterdyniak, Henri. "Réforme Des Retraites : Mission Impossible Ou Mission Cachée ?"

⁸⁰ Ibid.

⁸¹ Carabin, Aurélie, and Marie-Pierre Ferey. "Mobilisation Massive En France Contre La Réforme Des Retraites." Public Senat, 5 Dec. 2019, www.publicsenat.fr/article/politique/mobilisation-massive-en-france-contre-la-reforme-des-retraite-s-148138.

⁸² La meme article utilisé pour passer La Loi El Khomri, la réforme du code de travail, en 2016

L'inégalité économique

Définition

Les inégalités économiques sont des différences entre individus ou groupes sociaux portant sur des avantages ou des désavantages économiques et qui fondent une hiérarchie entre ces individus ou entre ces groupes⁸³. Pour cette analyse, on explorera les inégalités de revenus et les inégalités de patrimoines. L'inégalité de revenu fait référence à la répartition de revenus du travail ainsi que de revenus du patrimoine comme les intérêts, les dividendes et les loyers⁸⁴. L'inégalité de patrimoine fait référence à la répartition des actions et des biens immobiliers. L'inégalité économique joue un rôle très important dans la mobilité physique et sociale, ainsi que la croissance économique. En bref, des niveaux élevés d'inégalité limitent la mobilité et la croissance économique d'un pays.

L'Indice de Gini

Souvent, on mesure l'inégalité avec l'indice de Gini, une mesure qui n'est pas parfaite mais c'est un bon début pour comparer des pays.

L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 [0%] et 1 [100%]. Il est égal à 0 [0%] dans une situation d'égalité parfaite où tous les salaires, les revenus, les niveaux de vie... seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 [100%] dans une situation la plus

⁸³ “Notion.” L'essentiel Pour Réussir L'épreuve De SES Au Baccalauréat, ses.webclass.fr/notion/inegalites-economiques.

⁸⁴ Ibid.

inégalitaire possible, celle où tous les salaires (les revenus, les niveaux de vie...) sauf un seraient nuls⁸⁵.

Selon la banque mondiale, en 2015 l'indice de Gini pour la France était de 32,7% comparable à 31,7% pour l'Allemagne et 33,2% pour le Royaume-Uni. En plus, la moyenne pour les pays scandinaves était de 27,9%⁸⁶. En 2003, l'indice de Gini était encore de 31,4%, une différence de 1,3 pour douze ans⁸⁷. Pour ajouter plus de contexte, l'indice de Gini pour les États-Unis en 2016 était de 41.5%⁸⁸. Ces chiffres confirment la perception générale pour l'Europe et les États-Unis.

Le problème avec l'indice de Gini est qu'il est difficile à interpréter. On peut conclure avec les chiffres que les États-Unis sont plus inégaux que la France. Mais quelle est la source de cette inégalité : est-ce que les riches sont plus riches aux États-Unis qu'en France, laissant une tranche de patrimoine plus petite pour le reste de gens ? Où est-ce que les pauvres sont plus pauvres aux États-Unis qu'en France ? L'indice de Gini nous montre le niveau de concentration de patrimoine mais pas où le patrimoine est concentré. Alors, il est possible qu'un pays avec un indice inférieur puisse être plus inégal qu'un pays avec un indice supérieur. Avant tout, l'indice de Gini est une statistique qui mesure un moment donné et les projets futurs ne sont jamais considérés. La couverture sociale et la sécurité de l'emploi en France sont peut-être des explications pourquoi l'indice de Gini de France n'est pas aussi élevé que les

⁸⁵ INSEE. "Indice De Gini / Coefficient De Gini." Insee.

⁸⁶ Banque Mondiale. "Indice Gini." Banque Mondiale.

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ Ibid.

autres pays. Mais, ce qui n'est pas pris en compte sont les perspectives d'avenir pour les emplois, en termes de salaire et mobilité.

Quand on revient au fait que les dernières réformes du code du travail ont essayé de faciliter le processus de licenciement pour les employeurs, la réalité de la différence entre la France et les États-Unis devient plus évidente. En France, il est très difficile pour les employeurs de licencier leurs employés, alors les employeurs ont peur d'embaucher des gens parce que ça peut-être pour la vie. En plus, il y a moins d'emplois ouverts pour les jeunes et des gens qui veulent changer leur travail, un fait qui limite la mobilité. Le manque de mobilité peut aussi renforcer les divisions sociales : la situation contemporaine où les candidats sont plus nombreux que les places libérées par les départs à la retraite, est propice au retour des « Fils de » et des « Filles de »⁸⁹. Cela renforcera encore les inégalités.

Alors, il est difficile de trouver du travail pour les chômeurs et pour les gens qui ont déjà un travail. Ce fait renforce le problème de salaires stagnants. Les employeurs n'ont aucune raison d'augmenter les salaires parce qu'il n'y a aucune mobilité. Maintenant, on sait pourquoi une hausse de taxe sur le diesel a commencé un mouvement : les gens savent que leurs salaires ne vont pas augmenter, rendant la hausse plus insupportable. Dans la prochaine section de notre analyse, on verra ce qui se passe quand la mobilité n'est pas limitée.

⁸⁹ Chauvel, Louis. Les Classes Moyennes À La Dérive Seuil, 2006.

Les Trente Glorieuses: 1950 à 1980

Le consensus pour la plupart des économistes est que l'inégalité économique n'a pas cessé d'augmenter depuis les années 80. Depuis vingt ans, le rythme de la croissance du revenu médian est de quatre fois moindre que lors des Trente Glorieuses : « alors que les années 1950-1975 avaient été une séquence fabuleuse pour la consommation (avec la découverte par les classes populaires de l'automobile, de la propriété du logement, de la salle de bains dans le logement, de la télévision, etc.), la période 1975-2006 semble nettement plus morose »⁹⁰. Les Trente Glorieuses étaient une période de croissance économique en France sans précédent. Durant cette période, la croissance n'était pas unique à la France ; On a vu des niveaux de croissance similaires dans d'autres pays développés comme les États-Unis et le Japon.

« Entre 1913 et 2012, le taux de croissance du PIB par habitant était de 1,6% par an en moyenne au niveau mondial, dont 1,9% pour l'Europe et 1,5% pour l'Amérique »⁹¹. Mais, cette moyenne serait inférieure sans les Trente Glorieuses. De 1913 à 1950, le taux de croissance de PIB par habitant était 0,9% par en moyenne au niveau mondial, dont 0,9% pour l'Europe et 1,4% pour l'Amérique⁹². De 1950 à 1980, les Trente Glorieuses, le taux de croissance moyen du PIB mondial par habitant était de 2,5%, dont 3,4% pour l'Europe et

⁹⁰ Chauvel. Les Classes Moyennes À La Dérive Seuil.

⁹¹ Piketty, Le Capital, p.157.

⁹² Ibid.

2,0% pour l'Amérique⁹³. De 1980 à 2012, le taux de croissance moyen du PIB mondial par habitant était de 1,7%, dont 1,8% pour l'Europe et 1,3% pour l'Amérique⁹⁴. Alors, si on retire les Trente Glorieuses de la moyenne, le taux de croissance moyen du PIB mondial par habitant était de 1,3%, dont 1,35% pour l'Europe et 1,35 pour l'Amérique. La différence est de 0,55% pour l'Europe, alors que la différence n'est que de 0,15% en Amérique : les Trente Glorieuses étaient une période plus importante pour les économies Européennes. Pour mettre tous les chiffres en contexte, le PIB par habitant en France en 1960 était \$1,383⁹⁵ et \$12,672 en 1980, c'est à dire 9 fois plus supérieur en juste vingt ans⁹⁶. Le PIB par habitant en France en 2012 était \$43,790, 3.5 fois supérieur à celui de 1980⁹⁷.

C'était vraiment une période sans précédent : Une trajectoire de croissance où toutes les grandeurs – production, revenus, profits, salaires, capital, cours boursiers et immobiliers, etc. – progressent au même rythme si bien que chaque groupe social bénéficie de la croissance dans les mêmes proportions, sans divergence majeure⁹⁸. Cette croissance a mené à un niveau de mobilité économique et sociale jamais vue auparavant et en fait, depuis. Mais, la croissance à ce niveau n'est jamais définitive, alors il y avait bien sûr une fin. La

⁹³ Piketty. Le Capital Au XXIe Siècle, p.870.

⁹⁴ Idem, p.157.

⁹⁵ US Dollars

⁹⁶ "PIB Par Habitant (\$ US Courants) - France." PIB Par Habitant (\$ US Courants) - France | Data, 2020, donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD?locations=FR.

⁹⁷ Ibid.

⁹⁸ Piketty. Le Capital Au XXIe Siècle, p.31.

réalité est changée, mais beaucoup de décisions sont encore prises avec cette période en tête.

Après les Trente Glorieuses: 1980 à Aujourd'hui

Depuis les années 1980, les patrimoines au niveau mondial ont progressé en moyenne un peu plus vite que les revenus (il s'agit du phénomène de hausse tendancielle du rapport capital revenu étudié dans la deuxième partie), et les patrimoines les plus élevés ont progressé beaucoup plus vite que la moyenne des patrimoines⁹⁹. C'est un changement évident des trente glorieuses, mais selon Piketty, c'est en premier à cause des tailles de patrimoines et deuxièmement, à cause du rythme normale de la croissance économique. Maintenant, alors que la croissance n'est plus au même niveau que les Trente Glorieuses, l'inégalité économique dans les pays développés ressemble de plus en plus aux périodes avant les deux guerres, une période avec une faible croissance et des niveaux d'inégalité économique très élevés:

Nous devons saisir le sens et les conséquences de la reconstitution de la verticale du pouvoir socio-économique – ce que d'autres appellent la pyramide sociale – qui avait été aplanie au temps de la croissance rapide et de la société salariale : les inégalités naguère fluidifier se cristallisent désormais en masse¹⁰⁰.

On doit reconnaître que l'inégalité économique vient d'un processus naturel, « une fois une fortune lancée, la dynamique patrimoniale suit sa logique propre, et le capital peut continuer de progresser à un rythme soutenu pendant des

⁹⁹ Piketty. Le Capital Au XXIe Siècle, p.692.

¹⁰⁰ Chauvel, Louis. La Spirale Du déclassément: Les désillusions Des Classes Moyennes. Éditions Points, 2019, p.5.

décennies, simplement du fait de sa taille »¹⁰¹. C'est la croissance au niveau des Trente Glorieuses qui n'est pas naturelle. Cette croissance ne va jamais revenir alors, on doit trouver d'autres solutions pour régler l'inégalité.

Les Gilets Jaunes comprennent la réalité de la croissance, ainsi ils appellent l'État à jouer un plus grand rôle dans l'économie. « Dans des sociétés à croissance faible, les patrimoines issus du passé prennent naturellement une importance disproportionnée, car il suffit d'un faible flux d'épargne nouveau pour accroître continûment et substantiellement l'ampleur du stock »¹⁰². Plus de dépenses publiques sont une façon d'introduire plus d'égalité. Dans la prochaine section de notre analyse, on verra comment la globalisation a changé l'économie française.

Globalisation

Le marché global est une des raisons pour lequel la croissance était faible en France les dernières années. Le poids de l'Europe et de l'Amérique a diminué et va encore diminuer dans les prochaines années. Il y a maintenant plus de concurrence pour tous les biens et services, un fait qui est bon pour les pays en développement et une perte pour les pays développés.

Entre 1900 et 1980, l'Europe et l'Amérique ont concentré entre 70 % et 80 % de la production mondiale de biens et services, signe d'une domination économique sans partage sur le reste du monde. Cette partie décline régulièrement depuis les années 1970-1980. Elle est retombée à tout juste 50% au début des années 2010 (environ un quart pour chaque continent), soit approximativement le niveau de 1860. Selon toute vraisemblance, elle devrait continuer à baisser et pourrait retrouver au cours du XXIe siècle un niveau de l'ordre de 20 %-30 %. Ce niveau était déjà en vigueur jusqu'au début

¹⁰¹ Piketty. Le Capital Au XXIe Siècle, p.702.

¹⁰² Idem, p.54.

du XIXe siècle, et serait plus conforme à ce qu'a toujours été le poids de l'Europe et de l'Amérique dans la population mondiale¹⁰³.

Il faut savoir que l'inégalité mondiale est en train de diminuer alors que l'inégalité dans les pays comme la France est en train d'augmenter. Les pays développés doivent s'adapter à cette nouvelle réalité économique où la croissance n'est pas sûre. « Le recul des anciennes puissances industrielles à mesure de l'essor des nouveaux pays développés nous amène à reconsidérer la place de la France et de l'Europe dans la verticale du pouvoir socio-économique mondial »¹⁰⁴. La France fait la transition vers une économie de services depuis des années et l'État n'a pas encore répondu : le manque d'ouvriers qualifiés en France est une des explications pour le taux de chômage élevé et la faible croissance. Ce problème va empirer dans les prochaines années : « France, due to talent deficits, may fail to generate \$214.56 billion by 2030, with \$60.77 billions of this accounted for by the financial and business services sector»¹⁰⁵.

La globalisation a donné plus de pouvoir aux entreprises au détriment des gens qui travaillent : « Globalization has shifted the balance between economic interest, accentuating close ties between business representatives and government, and marginalizing labor from the policy process ». Le Pacte de Responsabilité de François Hollande est un exemple de cette nouvelle réalité. Hollande a priorisé l'assistance publique pour les entreprises au détriment de

¹⁰³ Piketty. Le Capital Au XXIe Siècle, p.105.

¹⁰⁴ Chauvel. La Spirale Du déclassement, p.7.

¹⁰⁵ Korn Ferry. "Future of Work: The Global Talent Crunch." Korn Ferry, 2018, www.kornferry.com/content/dam/kornferry/docs/pdfs/KF-Future-of-Work-Talent-Crunch-Report.pdf.

l'assistance sociale. Le mandat actuel d'Emmanuel Macron est un autre exemple de ce phénomène: Macron est « pro-business » dans ses réformes, aucune surprise étant donné son parcours professionnel avant de devenir le président. Alors, quand les Gilets Jaunes réclament le RIC, ils essayent de retrouver un équilibre; l'accumulation de richesse, que nous avons vue à l'échelle mondiale au cours des 40 dernières années, a entraîné l'accumulation du pouvoir économique et politique aux mains des riches et des entreprises. Dans la prochaine section de notre analyse, on verra les implications de l'inégalité économique et pourquoi on doit agir, même si on ne croit pas toutes les paroles des Gilets Jaunes.

Implications

L'inégalité économique commence déjà à renforcer les divisions sociales. Piketty propose que « dans toutes les civilisations, le fait que le détenteur du capital obtienne sans travailler une part substantielle du revenu national et que le taux de rendement du capital soit généralement d'au moins 4 %-5 % par an a suscité des réactions violentes »¹⁰⁶. On voit cela déjà avec les Gilets Jaunes: la destruction des magasins de luxe, des banques et des voitures sur les Champs-Élysées lors de la manifestation du 16 Mars. Ils ont voulu détruire des symboles de la richesse.

¹⁰⁶ Piketty. Le Capital Au XXIe Siècle, p.865.

Le système fiscal actuel est une des raisons pour lesquelles la classe moyenne et la classe inférieure ne peuvent pas consommer et épargner au même niveau que les plus riches. Les plus riches ne vivent pas comme nous. Ils n'ont pas besoin de travailler ni dépenser autant que les plus pauvres. Cette différence est bien illustrée par Joseph Stiglitz :

Moving money from the bottom to the top lowers consumption because higher income individuals consume a smaller proportion of their income than do lower income individuals (those at the top save 15 to 25 percent of their income, those at the bottom spend all of their income)¹⁰⁷.

Moins de consommation va continuer le cycle en rendant la croissance encore plus faible.

Il y a un fossé entre les plus riches et le reste. Ce fossé va s'élargir tant que les inégalités continuent à monter. Ce fossé va aussi conduire à l'élargissement d'autres fossés comme le fossé entre les générations, les genres ou les ethnies. Plus que jamais, on doit soutenir les choses qui nous rassemblent tous. Par exemple, les bénéfices des services publics sont bien plus vastes que nous pensons. Les services publics constituent une forme de solidarité entre tous les citoyens¹⁰⁸. Les mesures d'austérité ont déjà mené à une réduction de dépenses publiques. Des niveaux d'inégalité plus élevés vont avoir le même effet :

The more divided a society becomes in terms of wealth, the more reluctant the wealthy are to spend money on common needs. The rich don't need to rely on the government for parks or education or medical care or personal security. They can buy all these things for themselves. In the process, they become more distant from ordinary people¹⁰⁹.

¹⁰⁷ Stiglitz, Joseph E. *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers Our Future*. W.W. Norton, 2013, p.81.

¹⁰⁸ Davreux et Isabelle Franck. "Les Inégalités Nuisent Gravement À La Cohésion Sociale", p.3.

¹⁰⁹ Stiglitz. *The Price of Inequality*, p.117.

Alors, plus d'inégalités peuvent réduire le sentiment d'appartenance pour les plus pauvres et augmenter le sentiment de supériorité pour les plus riches. Ce processus va être graduel, mais c'est un fait que les plus riches ont une influence bien plus grande que le reste:

The affluent and the highly educated are most likely to sign petitions, join in boycotts and attend lawful demonstrations, just as they are more likely to vote, to become members of political parties and to join interest groups. They have a voice, and those with a voice are more likely to be heard¹¹⁰.

Quand on ne doit pas s'inquiéter de nos dépenses mensuelles, on a plus de temps pour s'organiser politiquement. L'engagement politique aide les gens à sentir qu'ils appartiennent encore à la société. Déjà, beaucoup de gens se sentent oubliés, délaissés, non seulement parmi les Gilets Jaunes, mais dans toutes les manifestations qu'on a vues dans cette analyse. Le RIC (Référendum d'initiative citoyenne) pourrait redonner une voix aux citoyens qui sentent oubliés: « Giving citizens a direct voice in government decision making shall encourage a more engaged and active citizenry and thus increase civic engagement »¹¹¹.

Tout le monde connaît la devise de la France : Liberté, Égalité, Fraternité. Mais qu'est-ce qui va se passer quand les gens cesseraient de croire que leur société est égale ? Les comportements et les attitudes des gens vont aussi changer pour le pire :

L'inégalité rend les relations sociales plus stressantes à cause des différences de statut et de la compétition qu'elle génère. Les classes inférieures vont alors dépenser

¹¹⁰ Banting, Keith, et John Myles. "Inequality and the Fading of Redistributive Politics." *Inequality and the Fading of Redistributive Politics*, Univ Of Brit Columbia Pr, 2014, p.15.

¹¹¹ Hosch-Dayican, Bengü. "Political Involvement and Democracy : How Benign Is the Future of Post-Industrial Politics?" *University of Twente*, 2010, p.203.

beaucoup d'énergie à maintenir des apparences sociales. C'est aussi une manière de répondre à l'exclusion¹¹².

Tout le monde se compare à ses voisins; cela n'a jamais été si facile avec les réseaux sociaux. Plus de concurrence entre les gens va élargir le fossé. En plus, il y aura moins de temps pour régler les autres inégalités comme l'inégalité raciale ou l'inégalité entre les genres.

Sans changements, on verra une société encore plus divisée, avec plus de concurrence pour maintenir les apparences et moins de temps pour régler tous nos autres problèmes. L'espoir d'un meilleur avenir est la base d'une société démocratique. Sans changements, ça va être difficile de garder espoir.

Les sociétés démocratiques se veulent ouvertes et font de la mobilité sociale une valeur essentielle : fondée théoriquement sur le principe méritocratique (à chacun selon son mérite), la mobilité sociale est l'expression de l'efficacité et de la justice, et devrait, à ce titre, offrir à chaque nouvelle génération des chances égales d'accès à toutes les positions sociales¹¹³.

Pendant les Trente Glorieuses, on a vu les effets positifs de la mobilité sociale. Des salaires croissants et de nombreuses possibilités d'emploi ont mené à la croissance de la classe moyenne. Cet environnement a encouragé des réformes politiques et sociales jamais vues auparavant. Dans la dernière section de notre analyse, je vais présenter des propositions pour combattre l'inégalité économique. Ce n'est pas trop tard de changer de chemin.

¹¹²Servigne, Pablo. "L'Inégalité Économique, Un Agent Socialement Toxique." Barricade , 2010, p.7.

¹¹³ L'article de journal cité ici n'existe plus.

Quelques Solutions Envisageables:

Dans cette analyse, on a vu comment des décisions politiques ont créé la situation économique actuelle. L'état doit prendre la responsabilité et s'adapter à la nouvelle réalité. Une réforme du système fiscale et des dépenses publiques sont les deux pistes pour combattre l'inégalité économique.

Le système fiscale et social ne redistribuent pas efficacement la richesse et ne réduisent pas les inégalités. Cela est dû au fait la charge de taxation est la même pour tout le monde, d'environ 50% d'un revenu¹¹⁴. Ça doit changer, 50% d'un revenu pour le 10ème percentile n'est pas la même chose que 50% d'un revenu pour le 90ème percentile. L'État doit réduire la charge de la taxation pour la classe moyenne et la classe inférieure. La réduction des cotisations pour les employés est une bonne étape par Macron. Mais la réduction n'est pas une mesure suffisante, les cotisations sont nécessaires pour les programmes de sécurité sociale. Le système de cotisations doit devenir plus progressif, le pourcentage doit dépendre de votre revenu. Une réduction de la TVA serait aussi une bonne étape. Au moins, Macron pourrait mettre fin aux augmentations constantes de la TVA.

¹¹⁴ Voir le graphique: Taxes payées en fonction du revenu avant impôt (2018) à <https://wid.world/fr/news-article/1990-2018-trois-decennies-inegalites-et-redistribution-france/>.

L'impôt progressif sur le patrimoine

Il est trop tard pour un retour de l'ISF, l'impôt de solidarité sur la fortune. Mais, on peut analyser ce qui a marché avec l'ISF et développer une nouvelle taxe sur le patrimoine. Comme on l'a vu auparavant, l'État français a gagné une grande somme d'argent avec l'ISF. L'ISF était une taxe sur la valeur d'un patrimoine au-dessus du seuil de 800,000 €, alors la cible était claire, les plus riches. Enfin, un patrimoine était calculé à partir de la valeur de tous les biens, comme les biens immobiliers, les actions, des droits d'usage, etc. On a vu que ces biens pourraient-être une deuxième source de revenu. La cible de l'ISF était claire, mais on peut disputer son efficacité. Les Panama Papers et le scandale de HSBC nous ont montré comment les plus riches gèrent leur patrimoine et évitent les impôts.

Thomas Piketty veut introduire une taxe similaire à l'ISF, l'impôt progressif sur le patrimoine. Mais, il admet que « l'idéal l'impôt sur le capital serait difficile à mettre en place correctement dans le cadre d'un seul pays »¹¹⁵. En fait, l'impôt progressif sur le patrimoine individuel serait bien sûr plus efficace à l'échelle mondiale comparée à l'échelle de juste un pays.

L'impôt de Piketty serait appliqué sur la valeur d'un patrimoine comme l'ISF. Mais, à l'échelle mondiale, ou au moins à l'échelle de plusieurs pays, ça donnerait plus de transparence sur la valeur des patrimoines. Les Panama

¹¹⁵ Piketty. Le Capital Au XX^e Siècle, p.870.

Papers et le scandale de HSBC nous ont montré que notre savoir sur les patrimoines de très hauts niveaux est limité. Comme l'ISF, l'impôt de Piketty serait capable de s'adapter : les taux d'imposition « évoluent en fonction des rendements moyens effectivement constatés au sein de chaque classe de patrimoine au cours des années précédentes »¹¹⁶. Les Gilets Jaunes appellent au retour de l'ISF. Alors, je pense que l'impôt progressif sur le patrimoine serait très populaire ainsi qu'un moyen d'augmenter les recettes fiscales. Pour financer les investissements, l'État devra augmenter les impôts sur les plus riches.

Les Dépenses publiques

Les Gilets Jaunes appellent à une restauration des dépenses publiques à des niveaux où ils étaient avant les mesures d'austérité. Mais, ce n'est pas assez d'augmenter les dépenses publiques. Le système entier doit s'adapter à cette nouvelle réalité où la classe moyenne et la classe inférieure sont exposées à plus de risques économiques. En France, « les plus démunis n'en reçoivent que 35% (32% en Allemagne) »¹¹⁷. « De plus, en France, les 30% les plus riches récupèrent 25% des transferts »¹¹⁸. J'ai deux propositions pour comment la France peut augmenter ses dépenses au profit de la classe moyenne et de la classe inférieure : plus d'investissements en éducation et infrastructure. On a commencé notre analyse en voyant pourquoi la hausse de la taxe sur le diesel a

¹¹⁶ Piketty. *Le Capital Au XXIe Siècle*, p.870.

¹¹⁷ Gorreri, Sandrine. "Le Point Sur Les Inégalités Sociales Et Économiques Dans Le Monde." Fondation IFRAP, 2009.

¹¹⁸ Ibid.

inspiré les Gilets Jaunes. Une des conclusions était que les voitures sont devenues indispensables ces dernières années pour beaucoup de monde à cause du manque de transport public. Alors, un investissement par l'État en infrastructure de transport public accomplirait plusieurs buts : créer de nouveaux impôts, réduire la dépendance aux voitures et augmenter la mobilité. Plus d'investissement dans la technologie verte serait aussi un bon moyen de créer des emplois et respecter l'accord de Paris sur le climat.

« L'un des objectifs donnés au système éducatif est de promouvoir l'égalité des chances et donc de corriger les inégalités futures »¹¹⁹. Comme on l'a vu auparavant, l'économie de la France est en transition vers une économie de services. Actuellement, la France n'est pas prête pour cette nouvelle réalité. Plus d'investissement en éducation peut aider les gens qui travaillent à s'adapter. En premier, « Pour accompagner le mouvement d'ouverture de l'enseignement supérieur, il apparaît souhaitable de renforcer l'aide aux étudiants d'origine modeste »¹²⁰. Pour accomplir ce but, le Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale propose que l'État offre plus de bourses ou un système de prêts publics au financement des études. Plus d'accès à l'éducation supérieure va créer des travailleurs mieux formés.

De toute façon, l'État doit prendre en compte le taux de chômage élevé chez les jeunes. Pour les chômeurs plus âgés, l'État doit investir plus dans la

¹¹⁹ "Le Grand Débat National." <https://www.gouvernement.fr/le-grand-debat-national>. Inégalités Économiques. Les rapports Du Conseil D'Analyse Économique. Paris: Documentation Française, 2001.

¹²⁰ Ibid.

formation professionnelle. De nombreux emplois ont déjà disparu et plus tôt on a vu qu'il y a actuellement un manque d'ouvriers dans certains secteurs. Macron a essayé d'augmenter la mobilité en réformant les contrats de travail et le processus de licenciement, mais les entreprises ont bénéficié plus que les gens qui travaillent. Plus de réformes professionnelles vont représenter un bénéfice pour les gens qui travaillent.

Conclusion

Les revendications des Gilets Jaunes sont justifiées. L'inégalité économique et l'inertie sont des problèmes dans presque tous les pays développés. La réussite ou l'échec des Gilets Jaunes va être important pour la France et le monde en général.

Le propre de l'idée de progrès est de laisser à la génération suivante un monde meilleur, qu'elle devrait faire fructifier à son tour pour laisser mieux encore dans la boucle de la modernité. Au contraire, aujourd'hui, tout a été fait pour donner à la génération suivante des besoins supérieurs et des moyens économiques déclinants¹²¹.

Cela va être difficile d'atteindre des niveaux de croissance et de mobilité vues dans les Trente Glorieuses. Le monde a changé et on doit tous s'adapter à la nouvelle réalité économique. L'État français doit jouer un rôle plus actif dans l'économie où beaucoup de gens seront délaissés.

Dans cette analyse, nous avons examiné les racines du mouvement des Gilets Jaunes et le contexte politique et socio-économique actuel en France. Notre étude de la culture du travail en France, la crise de la dette publique ainsi

¹²¹ Chauvel. La Spirale Du déclassé, p.7.

que les trois derniers mandats présidentiels nous ont menés vers la source de tous les problèmes de la France: l'inégalité économique. Finalement, nous avons considéré les conséquences et les implications de l'inégalité économique et examiné quelques solutions envisageables. En fin de compte, l'inégalité économique est un problème croissant dans la plupart du monde développé. Ces réflexions étaient portées sur la France, mais ils peuvent aussi aider à comprendre les problèmes de de nombreux autres pays développés.

Addenda

En raison de la pandémie de Covid-19, l'économie mondiale a pris un gros choc, l'IMF a déjà déclaré une récession mondiale, « as bad as or worse than in 2009 »¹²². Au cours des prochains mois et années, le monde va complètement changer. En réponse à cette crise, Emmanuel Macron a annoncé que « l'ensemble des réformes en cours sont suspendues » et « toute l'action du gouvernement et du Parlement doit être tournée vers le combat contre l'épidémie »¹²³. « Le 16 mars 2020, le Président de la République a décidé de prendre des mesures pour réduire les contacts et déplacements au strict minimum sur l'ensemble du territoire »¹²⁴. Afin de protéger l'économie française en cette période de crise, le gouvernement de Macron a fait plusieurs

¹²² “Opening Remarks at a Press Briefing by Kristalina Georgieva Following a Conference Call of the International Monetary and Financial Committee (IMFC).” *IMF*, 9 Apr. 2020.

¹²³ Macron, Emmanuel. “Adresse Aux Français, 16 Mars 2020.” *Elysee.fr*, 16 Mar. 2020.

¹²⁴ Ministère de l'Intérieur . “Coronavirus COVID-19 : Informations, Recommandations & Mesures Sanitaires.” *Interieur.gouv.fr*, 2020.

déclarations: En premier, pour protéger l'emploi, les salariés et les entreprises, le dispositif de chômage partiel a été élargi ¹²⁵. À ce jour, « 9 millions de salariés, soit près d'un salarié du secteur privé sur 2 et 751 000 entreprises, soit plus d'une entreprise sur 2 bénéficient du chômage partiel »¹²⁶. En outre, « Afin de préserver la situation des demandeurs d'emploi qui arrivent au terme de leurs droits à indemnisation, le Gouvernement a décidé de prolonger la durée d'indemnisation des intéressés jusqu'à la fin de la crise sanitaire »¹²⁷. Le gouvernement a aussi prévu « Le texte nous permet également de nous doter d'instruments puissants d'intervention au capital des entreprises en difficultés avec l'ouverture d'une enveloppe de 20 milliards d'euros». « Une contraction du PIB de l'ordre de 8% »¹²⁸ est prévue par le gouvernement, mais ces mesures et la couverture sociale existante vont permettre aux français de concentrer sur leur santé et, dans les mois à venir, faciliter la reprise de l'économie.

Le gouvernement a aussi annoncé de l'aide supplémentaire pour le système sanitaire: « 8 milliards d'euros sont prévus pour les dépenses exceptionnelles de santé pour faire face à l'épidémie, permettant d'investir dans l'achat de matériels et de masques pour près de 4 milliards d'euros, et de financer les mesures pour le personnel soignant»¹²⁹. Les mesures pour le personnel soignant incluent des primes et une rémunération supplémentaire pour

¹²⁵ Macron. "Adresse Aux Français, 16 Mars 2020." 16 Mar. 2020.

¹²⁶ Pénicaud, Muriel. "Muriel Pénicaud - Chômage Partiel Tweet 2." Twitter, Twitter, 11 Apr. 2020.

¹²⁷ Ministère du Travail. "Indemnisation Du Chômage Questions-Réponses." Travail-Emploi.gouv.fr, 2020.

¹²⁸ Le Gouvernement. "Déclaration Du Premier Ministre à L'issue Du Conseil Des Ministres." Gouvernement.fr, 2020.

¹²⁹ Ibid.

les heures supplémentaires. On ne peut pas ignorer le contexte de cette décision: le 14 février 2020, plusieurs syndicats et collectif de soignants ont manifesté, la suite d'un mouvement qui a commencé en Mars 2019. Les manifestants ont revendiqué « l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de l'hôpital public et des établissements de santé et de l'action sociale avec le Premier Ministre et le Président de la République »¹³⁰. Ces négociations auraient porté sur:

« L'arrêt des fermetures de lits et de services et la réouverture de lits où cela s'avère nécessaire, définition de ratios soignants/patients en adéquation avec la charge de travail par service, augmentation de l'ONDAM à hauteur des dépenses de santé, attribution de fonds permettant aux établissements de soins la mise en place d'effectifs proportionnels aux charges de travail, le remplacement de l'absentéisme ainsi que la gestion des postes aménagés, reconnaissance de la pénibilité des métiers soignants, revalorisation salariale de tous les professionnels de santé au regard de leurs responsabilités et compétences »

¹³¹.

La pandémie a mis au premier plan ces mêmes problèmes. Comme nous avons vu, le gouvernement a déjà introduit des mesures qui vont aider le système sanitaire à gérer cette pandémie ainsi que des primes « pour reconnaître la pénibilité des métiers soignants »¹³². Mais, il est clair que des mesures plus compréhensives seront nécessaires, car cette crise a le potentiel de durer plusieurs années.

¹³⁰ Fabregas, Bernadett. "Tous Pour Défendre L'hôpital Le 14 Février 2020 !" *Infirmiers.com*, 12 Feb. 2020.

¹³¹ Ibid.

¹³² Ibid.

Bibliographie

Livres

Chauvel, Louis. *Les Classes Moyennes À La Dérive* Seuil, 2006.

Chauvel, Louis. *La Spirale Du déclassement: Les désillusions Des Classes Moyennes*. Éditions Points, 2019.

Foucault, Michel et Michel Senellart. *Naissance De La Biopolitique*. Vol. 1978/1979. Paris: Gallimard [u.a.], 2004.

Piketty, Thomas. *Le Capital Au XXIe Siècle*. Paris: Seuil, 2013.

Stiglitz, Joseph E. *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers Our Future*. W.W. Norton, 2013.

Reuves

Bezes, Philippe et Patrick Le Lidec. "La Politique D'ajustement Budgétaire En France (2007-2012). Institutions Et Stratégies D'évitement Du Blâme." *Revue Internationale Des Sciences Administratives* 81, no. 3 (2015), <https://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-administratives-2015-3-page-523.htm>.

Davreux, Jean-Paul and Isabelle Franck. "Les Inégalités Nuisent Gravement À La Cohésion Sociale"." *Vivre Ensemble Education* (Février, 2013).

Duc, Cindy, et al. "Les Réformes Des Retraites De 2010 à 2015." *Les Dossiers De La DRESS*, vol. 9, Dec. 2016, drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/dd9.pdf.

Gubian, Alain, et al. "Les Effets De La RTT Sur L'emploi : Des Estimations Ex Ante Aux Évaluations Ex Post." *Economie Et Statistique*, vol. 376, no. 1, 2004.

Harsin, Jayson. "The Nuit Debout Movement: Communication, Politics, and the Counter-Production of "Everynight Life"." *International Journal of Communication (Online)* (2018).

Hosch-Dayican, Bengü. "Political Involvement and Democracy : How Benign Is the Future of Post-Industrial Politics?" *University of Twente*, 2010.

Le Bras , Hervé. "Cars, Gilets Jaunes, and the Rassemblement National." *Études*, Apr. 2019.

Oxfam. "Le Piège De L'Austérité: L'Europe S'Enlise Dans Les Inégalités." *Oxfam International* (2013).

Servigne, Pablo. "L'Inégalité Économique, Un Agent Socialement Toxique." *Barricade* , 2010.

Sterdyniak, Henri. "Réforme Des Retraites : Mission Impossible Ou Mission Cachée ?" *Les Economistes Atterres* ,
 atterres.org/sites/default/files/Note%20EA%20R%C3%A9forme%20Retraites_0.pdf.

Gouvernement

"Décote Du Système De Retraite." 2016.

Inégalités *Économiques*. Les rapports Du Conseil D'Analyse Économique. Paris: Documentation Française, 2001,
<http://www.econis.eu/PPNSET?PPN=33326634X>.

Le Gouvernement. "L'article 49.3 : Comment Ça Marche?" *Gouvernement.fr*, 2016, www.gouvernement.fr/l-article-49-3-comment-ca-marche.

"Le Grand Débat National."
<https://www.gouvernement.fr/le-grand-debat-national>.

Ministère des solidarités et de la santé. "Projet De Loi Instituant Un Système Universel De Retraite."

Observatoire des territoires. "Vieillessement De La Population." 2014. politique, Fondation pour l'innovation. "Les Français Et La Réforme Des Retraites De 2010." *Accueil - Data.gouv.fr*, 21 July 2016,
www.data.gouv.fr/fr/datasets/les-francais-et-la-reforme-des-retraites-de-2010/.

Articles de Journaux

ANNE FEITZ. "En France, Les Véhicules Diesel N'Ont Plus La Cote." *Les Echos*, 2018.

Bertaux, Olivier. "Les Impôts Ont Augmenté De Plus De 20% Sous Les Règnes De Hollande Et Sarkozy (Et on Ne Leur Dit Pas Merci) " <https://www.contribuables.org/2016/07/les-impots-ont-augmente-de-plus-de-20-sous-les-regnes-de-sarkozy-et-hollande-et-on-ne-leur-dit-pas-merci/>.

Brunner, Anne. "Le Tableau De Bord De La Pauvreté En France." *Rapport Sur La Pauvreté En France* (2018), <https://www.inegalites.fr/Le-tableau-de-bord-de-la-pauvrete-en-france>.

Cheyvialle, Anne. "En 2012, La Pression Fiscale à Fortement Augmenté En France. " *Le Figaro*, 2013, <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwi048CHpNvhAhUKQK0KHUyPAM0QFjAAegQIARAB&url=http%3A%2F%2Fwww.lefigaro.fr%2Fimpots%2F2013%2F12%2F17%2F05003-20131217ARTFIG00470-en-2012-la-pression-fiscale-a-fortement-augmente-en-france.php&usg=AOvVaw3vaOUuly5uKFI89L1d32J>.

"Chômage : Les Jeunes Toujours Aux Premières Loges." Observatoire Des Inégalités, www.inegalites.fr/Chomage-les-jeunes-toujours-aux-premieres-loges.

"Confinement, Report Des Municipales... Ce Qu'il Faut Retenir De L'allocation D'Emmanuel Macron Sur Le Coronavirus." *Le Figaro.fr*, 16 Mar. 2020, www.lefigaro.fr/politique/confinement-report-des-municipales-ce-qu-il-faut-retenir-de-l-allocation-d-emmanuel-macron-sur-le-coronavirus-20200316.

De Calignon, Guillaume. "Pourquoi Les Dépenses Publiques Sont Plus Élevées En France." *Les Echos*, 2017, <https://search.proquest.com/docview/1970553090>.

Decarre, Olivier. "IFI/ISF : Comparatif Des Deux Impôts Sur La Fortune." <https://argent.boursier.com/impots/analyses/ifi-isf-comparatif-des-deux-impots-sur-la-fortune-5249.html>.

Europe 1 avec AFP. "Réforme Des Retraites : 806.000 Manifestants En France Selon Le Ministère De L'Intérieur, 1,5 Million Selon La CGT." Europe 1, www.europe1.fr/societe/reforme-des-retraites-806000-manifestants-en-france-selon-le-ministere-de-linterieur-15-million-selon-la-cgt-3935662.

Gorreri, Sandrine. "Le Point Sur Les Inégalités Sociales Et Économiques Dans Le Monde." *Fondation IFRAP*, 2009, www.ifrap.org/europe-et-international/le-point-sur-les-inegalites-sociales-et-economiques-dans-le-monde.

"Grève: Retour Sur 30 Ans De Mouvements Sociaux." Le Figaro.fr, 9 Dec. 2019, www.lefigaro.fr/social/greve-retour-sur-30-ans-de-mouvements-sociaux-20191206.

Jules, Robert. "Le Spectre De L'Austérité Plane Sur L'Affrontement Sarkozy-Hollande." *La Tribune*, 2012, <https://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20120502trib000696558/le-spectre-de-l-austerite-plane-sur-l-affrontement-sarkozy-hollande.html>.

"Le Mouvement Contre La Réforme Des Retraites Devient Imprévisible." La Croix, 17 Oct. 2010, www.la-croix.com/Actualite/France/Le-mouvement-contre-la-reforme-des-retraites-devient-imprevisible-_NG_-2010-10-17-604800.

Légé, Philippe. "Le Conflit Des Retraites En France." Global Labour University, 2010, www.global-labour-university.org/fileadmin/GLU_Column/FR_papers/no_42_Lege_FR.pdf.

Mazuir, Valérie. "Réforme Des Retraites, Version Macron : Ce Qu'il Faut Savoir." Les Echos, Les Echos, 24 Jan. 2020, www.lesechos.fr/economie-france/social/reforme-des-retraites-version-macron-ce-qui-se-prepare-140500.

Poingt, Guillaume. "Les 35 Heures Ont 20 Ans : Deux Économistes Font Le Bilan." *Le Figaro*, lefigaro.fr/conjoncture/2018/02/09/20002-20180209ARTFIG00296-les-35-heures-ont-20-ans-deux-economistes-font-le-bilan.php.

Verdier-Molinié, Agnès. "Pacte De Responsabilité Et Programme De Stabilité : Le Contre-Chiffrage De La Fondation IFRAP." Fondation

IFRAP, 2014,
www.ifrap.org/emploi-et-politiques-sociales/pacte-de-responsabilite-et-programme-de-stabilite-le-contre-chiffage.

Sites Web

Banque Mondiale. "Indice Gini." *Banque Mondiale*,
donnees.banquemondiale.org/indicateur/si.pov.gini.

"Current Fuel Prices in Europe "
<http://www.fuel-prices-europe.info/chart-europe.php>.

"Ensemble Des Taux De Cotisation."
http://www.financespubliques.fr/glossaire/terme/cotisation_rate/.

Fabregas, Bernadett. "Tous Pour Défendre L'hôpital Le 14 Février 2020 !" *Infirmiers.com*, 12 Feb. 2020,
www.infirmiers.com/actualites/revue-de-presse/manifestation-14-fevrier-2020-parce-que-coeur-hopital-en-souffrance.html.

INSEE. "Emploi, Chômage, Revenus Du TravailÉdition 2018." INSEE, 2018,
www.insee.fr/fr/statistiques/3573876.

INSEE. "Indice De Gini / Coefficient De Gini." *Insee*,
www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1551.

"Les Français Exigent Le RIC !" <https://clic-ric.org/sondages/>.

"Macron Et CSG – La Hausse De La CSG."
<https://droit-finances.commentcamarche.com/faq/61901-macron-et-csg-a-hausse-de-la-csg>.

"Notion." *L'essentiel Pour Réussir L'épreuve De SES Au Baccalauréat*,
ses.webclass.fr/notion/inegalites-economiques.

"Pacte De Responsabilité Et De Solidarité : Allègements De Charges Contre Embauches."
<https://www.vie-publique.fr/actualite/dossier/rub1786/pacte-responsabilite-solidarite-allegements-charges-contre-embauches.html>.

"PIB Par Habitant (\$ US Courants) - France." *PIB Par Habitant (\$ US Courants) - France | Data*, 2020,
donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD?locations=FR.

"Pour Un Référendum D'Initiative Citoyenne En Toutes Matières."
<https://www.change.org/p/pour-un-r%C3%A9f%C3%A9rendum-d-initiative-citoyenne>.

"Quelle Est La Part Des Cotisations Sociales Dans Les Ressources De La Protection Sociale ?"
<https://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/finances-publiques/protection-sociale/financement/quelle-est-part-cotisations-sociales-ressources-protection-sociale.html>.

"Questions Fréquemment Posées – Gilets Jaunes."
<http://www.la-france-en-colere.fr/>.

"Réforme De L'assurance Chômage 2019 (Réforme Macron)." *Droit*, 2020, droit-finances.commentcamarche.com/faq/62011-reforme-de-l-assurance-chomage-2019-le-projet-macron.

"Réforme Du Code Du Travail (Réforme Macron)." *Droit*, 2020, droit-finances.commentcamarche.com/faq/61943-reforme-du-code-du-travail-reforme-macron.

"Réformer Les Cotisations Sociales "
<http://www.revolution-fiscale.fr/le-systeme-actuel/des-impots-progressifs/16-le-profil-actuel-des-differents-types-de-cotisations-sociales>.

Divers

Bozio, Antoine, et al. "Trois Décennies d'Inégalités Et De Redistribution En France (1990-2018)." Ecole d'Economie De Paris, 2018.

En Marche. "Programme En Marche." 2018.

Korn Ferry. "Future of Work: The Global Talent Crunch." *Korn Ferry*, 2018, www.kornferry.com/content/dam/kornferry/docs/pdfs/KF-Future-of-Work-Talent-Crunch-Report.pdf.

"Opening Remarks at a Press Briefing by Kristalina Georgieva Following a Conference Call of the International Monetary and Financial Committee (IMFC)." *IMF*, 9 Apr. 2020, www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/07/sp040920-SMs2020-Curtain-Raiser.

Pénicaud, Muriel. "Muriel Pénicaud - Chômage Partiel Tweet 2." Twitter, Twitter, 11 Apr. 2020, www.twitter.com/murielpenicaud/status/1248910408288739328.